

SOMMAIRE

Villes

- 1) « Noisy-le-Grand: la droite remporte de justesse la mairie »- Le parisien (Cliquez sur le lien ci-après)
- 2) « Créteil / Voici la première cathédrale du XXIe siècle » - Le Parisien
- 3) « Nogent / Michel Gilles démissionne du Conseil municipal » - Le Parisien
- 4) « Dominique Faure remplace Michel Gilles au Conseil municipal de Nogent-sur-Marne » - 94 Citoyens

Département

- 1) « Le préfet devant les élus du département » - Le Parisien
- 2) « Grand oral du préfet du Val-de-Marne au Conseil départemental » - 94 Citoyens
- 3) « Baisse des dotations : les maires ont manifesté en Val-de-Marne » - 94 Citoyens
- 4) « Faites vos courses en soutenant les épiceries solidaires » - Le Parisien
- 5) « Territoires du Grand Paris: les maires du centre Val-de-Marne vont aussi à Matignon » - 94 Citoyens

Région / Régionales

- 1) « Travaux du Grand Paris Express : une convention CCI-SGP pour aider les commerces à résister » - 94 Citoyens
- 2) « Valérie Pécresse promet un "grand coup de neuf" sur le RER et le Transilien »- France3-régions (Cliquez sur le lien ci-après)
- 3) « Ile-de-France : Bartolone laisse Pécresse tirer la première » - Les Echos
- 4) « Pécresse (LR) joue la carte de l'union avec le centre » - Le Parisien
- 5) « Marine Le Pen lance sa campagne des régionales » - Le Figaro

Politique nationale

- 1) « Hervé Mariton : « Je serai candidat à la primaire en 2016 » - Le Figaro
- 2) « Macron enflamme la gauche en ouvrant le débat sur la fonction publique » - Les Echos
- 3) « Les impôts locaux repartent à la hausse » - Les Echos
- 4) « Travailleurs détachés : nouvelles mesures de lutte contre la fraude en vue » - Les Echos
- 5) « Le Régime des indépendants sur le gril » - Les Echos
- 6) « La rénovation énergétique ne décolle pas » - Les Echos
- 7) « Laïcité : l'université affiche sa vigilance » - Le Figaro
- 8) « Bayrou exclut d'aller à Matignon en 2017 » - Le Figaro
- 9) « Brèves » - Les Echos

Ouverture et curiosités

- 1) « Réfugiés : le couple franco-allemand uni devant une semaine décisive » - Les Echos
- 2) « Pourquoi la crise des réfugiés met en péril le projet européen » - Les Echos
- 3) « COP 21 : les Etats de l'UE accordent leurs violons » - Les Echos
- 4) « Comment Twitter compte séduire le grand public » - Les Echos

Villes

« Créteil / Voici la première cathédrale du XXI^e siècle » - Le Parisien

www.leparisien.fr/94

Le Parisien /

Voici la première cathédrale du XXI^e siècle

CRÉTEIL. Après deux ans et demi de travaux qui ont coûté 9 M€ et mobilisé 12 architectes, Notre-Dame sera dédiée demain en présence de nombreuses personnalités.

QUI SE SOUVIENT ? Avant son agrandissement, Notre-Dame disparaissait derrière les arbres. Les visiteurs à la sortie du métro cherchaient leur chemin pour rejoindre l'édifice. C'en est fini. La cathédrale de Créteil est désormais bien visible avec son clocher de 40 m, conçu comme un « repère » dans la ville. Demain, après deux ans et demi de travaux, le lieu de culte est dédié en présence du ministre de l'Intérieur et des Cultes, Bernard Cazeneuve, du cardinal André Vingt-Trois et du nonce apostolique. Un événement pour les catholiques du Val-de-Marne. Mais pas que. « C'est la première cathédrale du XXI^e siècle pour la France, se félicite M^{re} Santier, l'évêque de Créteil, à l'origine de ce déploiement destiné à accueillir tous les fidèles. Mais c'est aussi le lieu qui donne toute sa visibilité à l'église diocésaine. »

■ **Modernité.** En 1978, Notre-Dame avait été dessinée par l'architecte Stoskopf comme une église discrète de 600 places, qui se fondait dans un quartier naissant. De cet édifice devenu cathédrale en 1987, le cabinet Architecture Studio a conservé le plan, en forme de poisson. Tout en déployant le bâtiment vers le haut (22 m contre 6 m), avec cette voûte en forme de mains jointes, si spectaculaire, pour atteindre les 1 200 places. A deux pas, le nouveau signal, « exceptionnel par sa finesse », tout en métal n'a plus rien à voir avec l'ancien, si ce n'est les cloches. « Réfléchir à l'évolution d'une architecture sacrée pour la faire entrer dans la modernité était un travail passionnant », s'enthousiasme Laurent-Marc Fischer, l'un des architectes.

■ **Prouesse.** Les 12 architectes qui ont planché sur le projet ont fait appel à la technologie 3D. « Chaque arc a été dessiné sur informatique puis préparé en atelier. On a travaillé aussi pour intégrer au mieux le vitrail long de 55 m, réalisé par le verrier Udo Zembok », ajoute Laurent-Marc Fischer. Les jours ensoleillés, les



Créteil, hier. La cathédrale Notre-Dame peut désormais accueillir 1 200 personnes. Les paroissiens sont conquis par ce lieu de culte qui allie modernité et spiritualité. (LP/AV)

rayons viennent ainsi éclairer le bois de la voûte, se réfléchissant sur le sol en schiste. Ce mélange entre le bois et la lumière crée une atmosphère toute particulière. « Chaleureuse », selon les paroissiens.

■ **Titanesque.** Il a fallu deux ans et demi de travaux pour réaliser cette cathédrale déployée avec des contraintes importantes, puisqu'il s'agissait d'une démolition-reconstruction sur site, dans un espace très étroit, à deux pas des habitations. Pour associer pleinement les paroissiens, le diocèse a multiplié les outils : visite virtuelle, photos en direct, *time lapse* (vidéo très accélérée pour voir l'évolution du chantier sur plusieurs jours).

■ **Mécénat.** Pour financer ce projet de 9 M€, le diocèse, qui apporte 5 M€ sur ses fonds propres, a ouvert une souscription encore incomplète :

L'inauguration retransmise en direct

Malgré son agrandissement, la cathédrale de Créteil ne pourra pas accueillir tout le monde demain. L'inauguration sera retransmise en direct sur écran géant à la cathédrale éphémère située 2, rue Molière, mais aussi par la chaîne de télévision KTO et Radio Notre-Dame. La cérémonie démarre à 14 heures par un prologue joué par un comédien et se terminera par un « Te Deum », création mondiale et originale de Richard Dubugnon. L'inauguration « déployée » continuera jusqu'en décembre, avec des temps forts : le 4 octobre, les ordinations diaconales et sacerdotales. Une semaine plus tard, les portes ouvertes et la bénédiction de l'orgue. Le 14 novembre, l'ouverture de l'espace culturel...

2,58 M€ sur 3 M€ ont été recueillis. Un appel aux dons a été aussi lancé pour la sculpture de la Vierge Marie. L'association diocésaine les Chantiers du Cardinal a apporté 1 M€. La ville de Créteil (1 M€), le conseil départemental (400 000 €) ont contribué au financement de l'espace

culturel. Les communautés juive et musulmane ont participé. Le diocèse a aussi été aidé par des mécènes : le cabinet d'architectes, l'entreprise Léon-Grosse et l'assureur Mutuelle Sainte-Christophe. L'orgue a été donné par l'association Valentin Haüy.

AGNÈS VIVES

« Nogent / Michel Gilles démissionne du Conseil municipal » - Le Parisien

NOGENT

Michel Gilles (SE) démissionne du conseil municipal

■ Il ne viendra plus au conseil municipal de Nogent, où il était élu depuis 2008. Michel Gilles, conseiller municipal d'opposition SE, soutenu par le MoDem, a officiellement démissionné de son poste, comme il s'y était engagé au lendemain des élections municipales. « Place aux jeunes ! lance l'élu de centre droit de 63 ans, contrôleur de gestion économique et financier, qui prévoit de quitter la ville dans les prochains mois. Laurent Bodin va prendre la tête de notre groupe, il suit tous les dossiers depuis l'élection. » C'est Dominique Faure qui rejoint le conseil municipal à la suite de la démission de Michel Gilles. Le nouvel élu fera son entrée au conseil municipal mercredi soir.

« Dominique Faure remplace Michel Gilles au Conseil municipal de Nogent-sur-Marne » - 94 Citoyens

Voilà qui ne va pas refroidir l'ambiance au Conseil municipal de Nogent-sur-Marne. Ce mercredi 23 septembre, c'est Dominique Faure, l'auteur du recours contre l'élection municipale de 2008, qui avait bien failli rendre le maire LR de la ville, Jacques JP Martin, inéligible pendant un an, ce dernier ayant finalement remporté la dernière manche au Conseil d'Etat contre la décision du rapporteur, qui va s'installer dans le fauteuil de Michel Gilles (photo), démissionnaire. Autant dire que le nouvel élu, proche comme Michel Gilles de l'ancienne députée, ex-secrétaire d'Etat et candidate concurrente du maire en 2008, Marie-Anne Montchamp, ne fait pas partie des amis de l'édile. Il siégera dans le groupe d'opposition l'Alternative pour Nogent (centre-droite) aux côtés de Laurent Bodin (Modem) et Elisabeth Durantel.

Leader de l'opposition centre-droite durant toute la mandature précédente, décortiquant l'intégralité des dossiers à chaque conseil municipal, Michel Gilles (SE), 63 ans, avait prévenu qu'il ne mènerait pas un second mandat dans l'opposition.

Département

« Le préfet devant les élus du département » - Le Parisien

À NOTER

Le préfet devant les élus du département

■ C'est à un exercice traditionnel que va se prêter ce matin Thierry Leleu, le préfet du Val-de-Marne : présenter aux élus du conseil départemental le bilan des activités des services de l'Etat pour 2014 mais aussi début 2015. Et de lancer des perspectives alors que la métropole du Grand Paris doit être mise en place le 1^{er} janvier. Une séance qui s'annonce animée. Le conseil départemental, sous la houlette du président communiste Christian Favier, vient de lancer une campagne de pétition contre la baisse des dotations de l'Etat. L'opposition de droite ne devrait pas être en reste après un week-end de mobilisation contre le gouvernement pour la défense des communes.

Ce matin à 9 heures, à l'hôtel du département, 25, avenue du Général-de-Gaulle à Créteil.

« Grand oral du préfet du Val-de-Marne au Conseil départemental » - 94 Citoyens



Comme chaque année, le Conseil départemental du Val-de-Marne invite ce lundi matin le préfet Thierry Leleu à venir présenter le compte-rendu des activités de l'Etat en 2014. Cette séance exceptionnelle se tient à 9 heures dans la salle du Conseil à l'hôtel du département. A droite, le groupe Les Républicains – Val-de-Marne Autrement a déjà listé une douzaine de questions portant aussi bien sur la politique de la ville, les rythmes scolaires, l'entretien des autoroutes, que le plan numérique, les protections phoniques de l'A4, le projet Charenton-Bercy...

« Baisse des dotations : les maires ont manifesté en Val-de-Marne » - 94 Citoyens

Barricades à Bonneuil, rassemblement devant la mairie ou déambulation dans la ville à Nogent-sur-Marne, Chennevières, Ormesson, Vitry-sur-Seine, Maisons-Alfort... les maires ont donné de la voix ce samedi 19 septembre, pour relayer la pétition de l'Association des maires de France contre la baisse de la dotation globale de fonctionnement (DGF) aux collectivités.

« Non à l'asphyxie budgétaire, Rendez-nous nos 8 millions », a-t-on scandé à Bonneuil, le maire PCF, Patrick Douet, grimpé sur une barricade. Selon la municipalité, 1000 personnes ont déjà signé la pétition en ligne sur le site de la ville, laquelle sera à nouveau relayée lors de la fête de la ville samedi 26 septembre. La signature de ces pétitions se poursuit dans les jours qui viennent, notamment le 26 septembre prochain à la fête de la ville.

« Sauvons notre commune, signez la pétition », ont encouragé les élus à Nogent-sur-Marne en marchant de la mairie au marché devant lequel ils ont tenu un stand invitant à venir signer. « Je m'inquiète pour les subventions aux associations », pose une habitante, venue accompagner les élus. « Nous en avons récolté quelques 250 signatures en une matinée », indique Philippe Le Goyhénèche, maire-adjoint aux finances. Pour les habitants venus faire leur marché, ce sujet un peu technique ne mobilise toutefois pas massivement. « C'est normal, nos concitoyens ne sont pas conscients des difficultés des communes par rapport aux baisses des dotations. D'abord, ils pensent qu'il s'agit d'une subvention alors que c'est une dotation destinée à compenser des services pris en charge par les communes à la place de l'Etat dans le cadre de la décentralisation. Ces dotations vont baisser de 50% en trois ans. En 2013, 100% du service petite enfance était financé par la dotation. En 2017, il ne le sera plus qu'à hauteur de 60%. Si l'on ne veut pas augmenter drastiquement les impôts, cela signifie qu'il faut réduire les services aux habitants ou réduire les investissements. A Nogent, nous avons réduit les investissements de 30% sur 3 ans », détaille le maire LR, Jacques JP Martin. Venus tracter sur le marché en vue des régionales 2015, les militants du PS renvoient la balle. « La baisse des dotations, elle avait commencé du temps de Nicolas Sarkozy! », lance William Geib, ancien élu PS.



Au Kremlin-Bicêtre, le député-maire MRC Jean-Luc Laurent indique pour sa part que la commune va perdre 789 000 euros cette année et que pour ne pas « mettre en péril la bonne santé financière de la commune et respecter l'engagement de ne pas augmenter les impôts locaux », la commune a décidé de suspendre le festival culturel Russenko, de ne pas remplacer un des deux cars qui aurait dû être changé pour les sorties scolaires et les personnes âgées, de baisser les subventions aux associations sportives et culturelles, ou encore de différer des travaux d'investissements. La ville a relayé la pétition sur sa page Facebook.

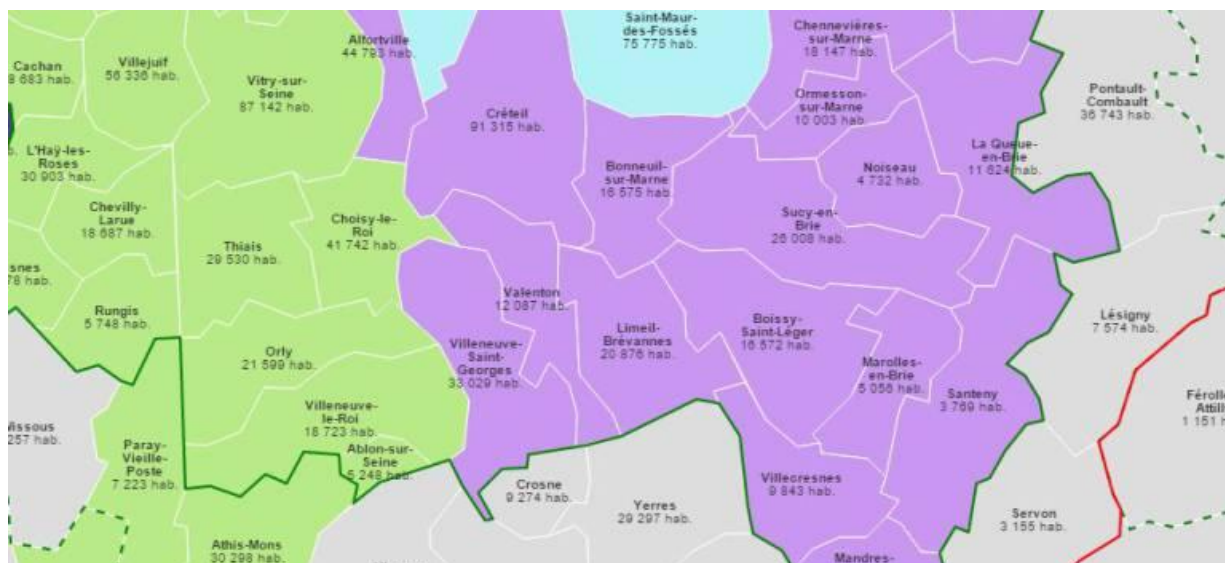
« Faites vos courses en soutenant les épiceries solidaires » - Le Parisien

CRÉTEIL - SAINT-MAURICE - CHARENTON

Faites vos courses en soutenant les épiceries solidaires

■ Aujourd'hui, voilà une bonne occasion d'aller faire ses courses à l'hypermarché Carrefour de Créteil (Créteil Soleil) et au supermarché Market de Saint-Maurice (7, rue Paul-Verlaine). Avec la Fondation Carrefour, ces magasins soutiennent la première collecte hexagonale de l'Association nationale de développement des épiceries solidaires. Chaque client peut donc faire un don d'argent au bénéfice d'Au Petit Plus (à Charenton) et d'Epicéa (à Créteil), deux épiceries solidaires qui fonctionnent comme des magasins de libre-service et proposent, à 20 % du prix usuel, des produits de consommation courante à des personnes en situation de pauvreté.

« Territoires du Grand Paris: les maires du centre Val-de-Marne vont aussi à Matignon » - 94 Citoyens



Alors que les maires de Seine-Amont ont été reçus par les collaborateurs de Manuel Valls début septembre, c'est au tour des édiles LR de Saint-Maur et Limeil-Brevannes, ainsi qu'aux présidents des intercommunalités du Haut Val-de-Marne et du Plateau Briard de réclamer une audience pour redéfinir les contours des territoires de la métropole du Grand Paris.

Les élus de l'Actep, eux, avaient été reçus avant la publication des cartes, le 16 juillet, « sans être entendus », regrette son président Laurent Lafon, maire UDI de Vincennes. A quelques jours de la fin du mois, date à laquelle le projet de décret instaurant une carte définitive doit être présenté aux communes pour qu'elles donnent leur avis en Conseil municipal durant le mois d'octobre, les élus du centre Val-de-Marne tentent donc leur chance. Il est vrai que les élus de Seine-Amont sont sortis de Matignon en affirmant que le débat restait ouvert. « Matignon a indiqué aux maires être en période de consultation et que les projets de décrets relatifs aux périmètres sont susceptibles d'être modifiés », résumaient-ils dans un communiqué.

« Quatorze maires sur les dix-huit communes membres réitérent leur volonté que soit respecté le choix des communes et collectivités concernées. Ils rappellent en particulier la cohérence d'un projet intégrant le Haut Val-de-Marne, le Plateau Briard et la commune de Saint-Maur, couvrant les trames verte et bleue du département, qui offre un espace cohérent et ambitieux de développement », motivent les élus* pour s'inviter chez le Premier ministre, dans un communiqué commun.

En partie, la demande de ces élus du centre Val-de-Marne rejoint celle des élus de Seine-Amont, à savoir laisser Valenton et Villeneuve-Saint-Georges se tourner vers le territoire Seine-Amont- Val-de-Bièvre – Grand Orly. Sur le plan politique, les élus s'y retrouveraient, même si chacun se défend de vouloir penser les territoires en ces termes. Les élus du centre Val-de-Marne ont également une autre requête : celle de voir figurer Saint-Maur dans le territoire centre et non dans le territoire de l'Actep.

Du côté de l'Actep, les élus ont renoncé à plaider une nouvelle fois leur cause auprès des conseillers de Manuel Valls. « Ils connaissent parfaitement notre position, cela ne sert à rien. En revanche, les communes de l'Actep voteront toutes ensemble une même délibération pour refuser la carte, si elle reste en l'état, lors des conseils municipaux du mois d'octobre », prévient Laurent Lafon.

*Les élus signataires du communiqué sont ces les maires de Chennevières-sur-Marne, Jean-Pierre Barnaud (Modem), La Queue-en-Brie, Jean-Paul Faure-Soulet (LR), Le Plessis-Trévis, Didier Dousset (Modem), Limeil-Brévannes, Françoise Lecoufle (LR), Mandres-les-Roses, Jean-Claude Perrault (LR), Marolles-en-Brie, Sylvie Gérinte (SE), Noisieu, Yvan Femel (LR), Ormesson-sur-Marne, Marie-Christine Ségui (LR), Périgny-sur-Yerres, Georges Urlacher (LR), Saint-Maur-des-Fossés, Sylvain Berrios (LR), Santeny, Jean-Claude Gendronneau (LR), Sucy-en-Brie, Marie-Carole Ciuntu (LR) et Villecresnes, Gérard Guille (LR) ainsi que le président de la Communauté d'agglomération du Haut-Val-de-Marne, Jean-Jacques Jégou (Modem). Les 4 maires des 18 communes concernées, qui n'ont pas signé sont ceux de Créteil, Laurent Cathala (PS), Alfortville, Luc Carvounas (PS), Boissy-Saint-Léger, Régis Charbonnier (PS) et Bonneuil-sur-Marne, Patrick Douet (PCF).

Région / Régionales

« Travaux du Grand Paris Express : une convention CCI-SGP pour aider les commerces à résister » - 94 Citoyens

Promesse de nouvelles gares et trajets plus rapides, le métro Grand Paris Express va d'abord être un immense chantier durant plusieurs années, susceptible d'être fatal à certains commerçants directement impactés.

Entre les tranchées et palissades devant les vitrines, les places de stationnement qui sautent et les rues bloquées, ces travaux de longue durée entraîneront inéluctablement des dommages collatéraux. A l'issue des travaux, le nouveau contexte urbain impactera aussi les boutiques, entre l'enjeu formidable d'un trafic décuplé grâce à la proximité d'une nouvelle gare, la concurrence nouvelle d'acteurs mieux armés... Pour aider les entreprises à passer ce cap, une convention doit être signée prochainement entre la CCI Ile-de-France et la SGP (Société du Grand Paris) et c'est à la CCI du Val-de-Marne que reviendra le rôle de pilote du projet avec une équipe dédiée. Le département est en effet le premier concerné par les travaux du Grand Paris Express, 10 des 16 stations de la ligne 15 Sud étant situées dans le Val-de-Marne.

Un accompagnement totalement indépendant de la Commission d'indemnisation

Cet accompagnement ne consiste pas en une indemnisation et ne doit pas être confondu avec la Commission d'indemnisation, laquelle doit être mise en place pour dédommager les commerçants qui auraient perdu en chiffre d'affaires en raison des travaux. Cette commission d'indemnisation, qui n'est pas encore installée, sera présidée par un magistrat et délimitera le périmètre précis au sein duquel les entreprises peuvent prétendre au préjudice.

L'accompagnement proposé dans le cadre de la convention entre SGP et CCI, est davantage de nature entrepreneuriale, cofinancé avec différents partenaires (Conseil départemental, SGP...). Il s'appuie sur les outils existants de la CCI (formations, expertise, études, financement, développement commercial, assistance juridique...) mobilisés dans le contexte du chantier Grand Paris Express.

Développer le e-business ?

«L'une de nos premières missions consistera à informer les entreprises sur la manière dont les travaux du Grand Paris Express risquent d'impacter leur activité, les clignotants à avoir en tête même s'il n'y a pas de conséquence immédiate sur le chiffre d'affaires, et les adaptations à envisager, voire les nouveaux modèles économique à imaginer, en développant par exemple le e-commerce et des relais de livraison chez des commerçants partenaires pendant que la palissade du chantier sera devant le magasin», explique Géraldine Frobert, directrice de CCI Val-de-Marne et directrice du projet. Parfois, il pourra aussi s'agir d'être lucide et d'aider un commerce vivant à arrêter avant qu'il ne soit trop tard.

Négociation avec les créanciers mode d'emploi

Concernant les sociétés déjà impactées par les travaux, comme cela est le cas à Champigny-sur-Marne ou à Cachan, l'accompagnement peut consister en de l'intermédiation auprès des créanciers. «Nous aidons l'entreprise à identifier le bon interlocuteur au sein du RSI, de l'Urssaf, des bailleurs... et l'accompagnons dans ses démarches, sans pour autant faire 'à la place de'. Nous sommes dans la médiation et notre intention est de tisser des liens plus étroit avec les créanciers pour les impliquer davantage et les alerter sur la nécessité d'examiner la requête avec un regard bienveillant», indique Géraldine Frobert. De même, l'accompagnement n'a pas non plus vocation à intervenir dans la négociation en cas d'expropriation, mais d'aider les entreprises qui le souhaitent à retrouver un emplacement, en partenariat avec les villes et l'agence de développement du Val-de-Marne.

Un observatoire de l'impact territorial

Au-delà du cas par cas, l'enjeu de la convention est aussi de constituer un observatoire économique du territoire pour évaluer l'impact des travaux à chaque étape, à partir de la base de données existante des entreprises et des territoires, Territem. Une connaissance de l'impact du chantier dont m'expérience nourrira l'accompagnement lié aux futures opérations et qui permettra aussi de proposer des réponses territoriales, en aidant les municipalités à promouvoir les animations commerciales, intervenir via ses périmètres de préemption pour la sauvegarde du commerce de proximité, veiller à la circulation...

Concrètement, la CCI sera présente au sein des comités de suivi de chantier pour être identifiée comme interlocuteur. «Nous avons déjà été à des réunions de commerçants et des personnes sont venues nous voir spontanément. Nous sommes également en lien avec les associations de commerçants.»

Pour le reste, il ne reste plus qu'à installer la Commission d'indemnisation.

« Ile-de-France : Bartolone laisse Pécresse tirer la première » - Les Echos

Les Echos Lundi 21 septembre 2015

FRANCE // 05

Ile-de-France : Bartolone laisse Pécresse tirer la première

ÉLECTIONS

La candidate LR est à l'offensive.

Son opposant socialiste peaufine son programme.

Dominique Malécot
dmalecot@lesechos.fr

Rarement candidats à l'élection régionale en Ile-de-France ont suivi des stratégies aussi diamétralement opposées. Partie la première, Valérie Pécresse (Les Républicains) occupe le terrain, rassemble son camp et dévoile régulièrement un chapitre de son programme sans susciter de véritable critique de ses adversaires sur le fond. En face, le socialiste Claude Bartolone doit encore convaincre ses alliés de le rejoindre

et ne dévoilera son programme qu'au dernier moment, quand les électeurs seront prêts.

● VALÉRIE PÉCRESSÉ SOUDE SON CAMP

Omni-présente sur le terrain, la candidate Les Républicains dévoile les chapitres clés de son programme avec méthode : les mesures et le financement. Après les lycées, elle vient d'annoncer dans le « Journal du dimanche » qu'elle voulait accélérer le renouvellement des trains de banlieue avec quelque 700 rames neuves d'ici à 2021. Les 4,5 milliards d'euros nécessaires seront financés sur trente ans à raison de 516 millions d'euros par an. Plus spacieux que l'actuel, ce matériel neuf coûtera aussi moins cher à exploiter. Les économies réalisées permettront de financer l'abonnement transport à tarif unique lancé il y a trois semaines par la majorité socialiste. Mesure qu'elle n'entend pas remettre en cause.

A l'initiative sur le terrain des transports – la chasse gardée du président sortant de la région, Jean-Paul Huchon –, Valérie Pécresse continue aussi de souder son camp. Après avoir accueilli l'UTM Chantal Jouanno dans son équipe, elle a convaincu Marielle de Sarnez et Yann Wehrling (MoDem) de les rejoindre. « Je vais faire une campagne effrénée », annonce Valérie Pécresse en inaugurant son local de campagne entourée de ses alliés. Je suis partie à fond et maintenant on accélère ! » La députée des Yvelines a aussi dévoilé son affiche de campagne et son slogan « Nous vous devons beaucoup plus ».

● CLAUDE BARTOLONE VEUT MOBILISER LES ÉLECTEURS SOCIALISTES

Tout vient à point à qui sait attendre. Ce pourrait être le slogan de Claude Bartolone. Désigné tête de liste socialiste aux élections régionales en Ile-de-France après un raid

éclair qui s'est soldé par l'éviction de Jean-Paul Huchon, le président de l'Assemblée nationale a, depuis, singulièrement réduit le rythme. Ses rares apparitions publiques masquaient en fait des tractations internes pour adapter les listes qui avaient été ébauchées par Jean-Paul Huchon. Se posant d'entrée en « rassembleur », l'image attachée au président sortant, il lui fallait faire de la place, entre autres, aux courants du parti qu'il jugeait pas assez représentés. « Aujourd'hui, les listes sont stabilisées, explique-t-on dans l'entourage de Claude Bartolone. Il subsiste une petite incertitude sur la place des écologistes, d'autant que les défections se poursuivent mais nous ne voulons brusquer personne. » En clair, jusqu'au 22 novembre, date limite de dépôt des listes, la porte de Claude Bartolone reste ouverte aux écologistes, dissidents ou non, et au PRG. Il va aussi lui falloir intégrer les annonces de Jean-Christophe Cambadélis



Claude Bartolone (à gauche) et Valérie Pécresse (à droite) sont tous deux candidats à l'élection régionale en Ile-de-France. Photo Meignaux/Sipa

sur l'union des forces de gauche. Mais son principal objectif est de mobiliser les électeurs socialistes. « Le rassemblement commence par celui des socialistes, insiste un de ses proches, nous devons les mobiliser, notre plus grand ennemi sera l'abstention. » Pour François Kalfon, conseiller régional sortant et proche de Claude Bartolone, la région est « gagnable et assez résiliente face

à une régression de la gauche ». Outre Paris, il compte sur la première couronne, mais reconnaît que ce sera « plus difficile dans les franges urbaines ». Cela ne fait pas un programme. Mais pas question de suivre Valérie Pécresse. « Les sujets nationaux sur les réfugiés écrasent les autres, l'effet de dévoilement sera pour plus tard », prévient François Kalfon. ■

« Pécresse (LR) joue la carte de l'union avec le centre » - Le Parisien

ÉLECTIONS RÉGIONALES

Pécresse (LR) joue la carte de l'union avec le centre

■ « Nous vous devons beaucoup plus ! » Tel est le slogan de l'affiche de campagne dévoilée hier dans un appartement du 24, rue de Turin à Paris (VIII^e), à l'occasion de l'inauguration du quartier général de la liste aux élections régionales en Ile-de-France menée par Valérie Pécresse (LR). « Cette phrase que nous adressons aux Franciliens symbolise une double exigence : un engagement à 100 % et beaucoup plus de résultats », a précisé Valérie Pécresse devant un parterre d'élus et de militants conquis. La candidate LR s'est félicitée de l'accord obtenu avec le centre, représenté entre autres par Chantal Jouanno (UDI), Marielle de Sarnez et Yann Wehrling (MoDem). Des centristes qui ne se sont toutefois pas éternisés hier. En clôture de son discours, la tête de liste LR a cité un certain Nicolas Sarkozy : « La politique, c'est comme le vélo. On part à fond et ensuite on accélère. Je suis partie à fond. Je vous demande d'accélérer avec moi. » Dans l'un des bureaux de ce local « modeste et sobre, comme nous voulons la région », une affiche du film « les Tontons flingueurs » trône au mur. Cette fois-ci, la campagne est bien partie.

F.C.

« Marine Le Pen lance sa campagne des régionales » - Le Figaro

ZOOM

Marine Le Pen lance sa campagne des régionales

La journée a bien commencé pour Marine Le Pen, avec la publication du deuxième sondage de la semaine la plaçant en première position des intentions de vote des élections régionales dans le Nord - Pas-de-Calais - Picardie. Selon ce sondage réalisé par Odoxa, elle arriverait en tête au premier tour, et l'emporterait largement en cas de triangulaire au second avec 39 % des voix, contre 32 % pour Xavier Bertrand (LR) et 29 % pour Pierre de Saintignon (PS).

La présidente du FN a tenu à démarrer officiellement sa campagne à Amiens, comme un « signal » dans une Picardie qui pourrait être « sacrifiée si on n'y fait pas attention ».

La défense des « petits aux grandes souffrances » fait partie des priorités de la candidate.

Sur une péniche où s'entassaient journalistes venus nombreux – et de loin, des États-Unis comme du Japon –, et des sympathisants et cadres FN, Marine Le Pen déroule les prémices d'un programme qui sera rendu public fin octobre en même temps que les listes complètes, les têtes de liste devant être officialisées la semaine prochaine.

À ceux qui ont « l'impression d'être les derniers servis », elle assure qu'« il ne tient qu'à nous de changer les choses ».

Politique nationale

« Hervé Mariton : « Je serai candidat à la primaire en 2016 » - Le Figaro

POLITIQUE

Hervé Mariton : « Je serai candidat à la primaire en 2016 »

Le député les Républicains de la Drôme entend peser sur la ligne de la droite.

PROPOS RECUEILLIS PAR
JUDITH WANTRAU @jwantraub

LE FIGARO. - Serez-vous candidat à la primaire ?
Hervé MARITON. - Oui. Je me présente parce que je pense que l'intérêt de la France commande qu'un candidat libéral porte le projet d'une société ouverte, pour rendre aux personnes et à la société civile la maîtrise de leur destin. Je publierai un livre programme à la fin de cette année : 2017, le printemps des libertés. Je veux donner aux Français l'envie d'agir plutôt que de subir. Je crois être bien placé pour tirer les leçons de la tragédie de François Hollande au pouvoir, mais aussi de l'échec de 2012, puisque je serai, de toute évidence, le seul candidat de cette primaire à n'avoir pas participé à l'exécutif lors du précédent quinquennat.

Le candidat libéral, n'est-ce pas François Fillon ?
François Fillon réalise un travail de qualité et nous nous rejoignons sur beaucoup de propositions mais il a, de mon point de vue, une approche trop macroéconomique et à certains égards jacobine de l'économie. La libération de la société française viendra de la base et exigera des solutions innovantes qui tiennent compte des évolutions du monde (révolution numérique, remise en cause du salariat...). La grande réforme qui résoudra tous nos problèmes n'existe pas, il y a d'innombrables verrous à faire sauter pour libérer l'activité dans notre pays. C'est la raison pour laquelle j'ai soutenu la loi Macron, contrairement à François Fillon. Il faut que l'exemple vienne du terrain. Nous avons gagné beaucoup de mal-

j'espère être l'heureuse surprise de cette primaire. Si, au minimum, je réitère mon score lors de l'élection à la présidence de l'UMP (6,32 %, NDLR) et que quelques mois plus tard, je suis nommé premier ministre, je ne me plaindrai pas ! Si je peux peser sur la ligne de la droite et du centre pour 2017, je prends. Seul le débat d'idées m'importe. Nicolas Sarkozy se serait-il engagé à abroger la loi sur le mariage pour tous si je n'avais pas été candidat face à lui en 2014 ?

Êtes-vous sûr de réunir les parrainages nécessaires ?
Je ne suis pas inquiet. Les critères étaient plus exigeants pour la présidence du parti, et une cinquantaine de parlementaires m'ont soutenu.

Pensez-vous que la primaire sera loyale ?
Philippe Gosselin me représente au sein de la commission d'organisation de la primaire depuis sa création, et je lui fais toute confiance. Je ne m'épuiserai pas dans des querelles de processus, mais il ne faudrait pas que ces questions techniques soient la seule chose sérieuse dans cette primaire : le débat aussi doit l'être ! Les Français n'en peuvent plus des postures, des propositions lancées à la légère. Et on

ne peut pas combattre Marine Le Pen si l'on accepte un débat fait de caricatures et de violence. À ce jeu-là, le FN sera toujours gagnant.

Le questionnaire sur l'immigration lancé mercredi par Nicolas Sarkozy vous satisfait-il ?
La démarche est intéressante, et Nicolas Sarkozy a tenu un discours équilibré lors de la réunion de travail sur le sujet. Mais le questionnaire est mal écrit, certaines propositions sont frileuses, d'autres impossibles...

Par exemple ?
Je regrette que Nicolas Sarkozy n'ait pas proposé de faire du droit du sang la règle, alors que d'évidence, il correspond au souhait d'une majorité de nos militants. À la place, il s'est contenté d'une adaptation du droit du sol qui exclut davantage. Parmi les propositions impossibles, je citerais le « rétablissement des contrôles aux frontières nationales pour les étrangers non européens ». Comment distinguer à la frontière française l'Européen qui circule sans entrave et le non-Européen qu'il faudrait contrôler systématiquement ? Au faciès ? Construisons sur des convictions plus que des certitudes. ■

« Macron enflamme la gauche en ouvrant le débat sur la fonction publique » - Les Echos

Macron enflamme la gauche en ouvrant le débat sur la fonction publique

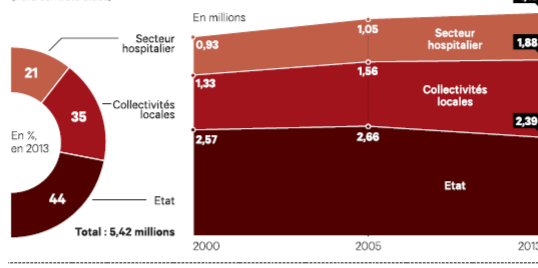
- Pour le ministre de l'Economie, le statut des fonctionnaires n'est « plus adapté » au monde actuel.
- L'exécutif cherche à éteindre l'incendie en affirmant son « attachement » à la fonction publique.



« Pour nos concitoyens, pour le pays, et pour les fonctionnaires de Bercy, et moi j'en suis un, le débat vaut mieux que tout ce qu'on en fait », a déclaré Emmanuel Macron.

Photo Patrick Kovar/AFIP

Les effectifs de la fonction publique (hors contrats aidés)



Une loi de 1983

Le statut des fonctionnaires est principalement régi par la loi du 13 juillet 1983, dite « loi Le Pors », du nom du ministre de la Fonction publique du gouvernement Mauroy. Encore en vigueur aujourd'hui, la loi fixe les grands principes de la fonction publique : égalité (accès aux postes par concours), indépendance vis-à-vis du pouvoir politique et responsabilité. Selon l'Insee, la France compte 5,6 millions de fonctionnaires, une hausse de 1,5 % en un an.

POLITIQUE

Frédéric Schaeffer
f.schaeffer@lesechos.fr

Nouvelle polémique et nouveau recadrage pour Emmanuel Macron. Après ses propos explosifs sur les 35 heures fin août devant le Medef, le bouillonnant ministre de l'Economie a encore déstabilisé une partie de la gauche en jugeant que le statut de la fonction publique n'est « plus adapté au monde tel qu'il va » et « surtout n'est plus justifiable compte tenu des missions ». Des propos qui ont été tenus vendredi matin au cours d'un débat organisé par le think tank En temps réel devant plusieurs dizaines d'invités (dirigeants d'entreprise, élus, journalistes...) mais qui n'auraient pas dû être rendus publics avant que le magazine « Challenges », puis « Les Echos » en fassent état sur leur site Internet.

« On va progressivement entrer dans une zone - on y est déjà d'ailleurs - où la justification d'avoir un emploi à vie garanti, sur des missions qui ne le justifient plus, sera de moins en moins défendable », a jugé Emmanuel Macron, interrogé sur les difficultés à mener la réforme de l'Etat. Selon lui, le prochain quinquennat nécessitera forcément de s'interroger sur les missions de l'Etat si la France veut continuer à réduire le poids de la dépense publique. Et d'enfoncer le clou : « Je ne sais pas justifier que quelqu'un qui

Ils ont dit



« Après ses propos contre les 35 heures, Emmanuel Macron s'en prend aux fonctionnaires. Merci pour ce soutien pour mobiliser la gauche. »
YANN GALUT
Député du Cher



« Nous écrivons aujourd'hui le contrat social du XXI^e siècle. Un contrat social fidèle à ce que nous sommes, c'est-à-dire aussi attaché au statut des fonctionnaires. »
MANUEL VALLS
Premier ministre



« Il faut changer la manière dont la fonction publique est organisée. Je n'ai aucun doute sur ce point. »
FRANÇOIS BAYROU
Président du Modem

travaille dans la cybersécurité dans une PME soit un contrat en CDD et que quelqu'un qui travaille, par exemple, dans mon ministère dans le développement économique doit être un fonctionnaire. »
Le ministre de l'Economie a appelé la gauche à ouvrir ce débat « non pas en stigmatisant celles et

ceux qui travaillent dans le service public mais en menant les choses de manière moderne et en construisant notre propre pensée ». Pourquoi ?
« Sinon la première chose qu'on nous dira, c'est que ce sont des idées de la droite. Je ne crois pas, non... » Le matin même dans « Le Parisien », Nicolas Sarkozy (président des

Républicains) estimait que la France « n'échappera pas à la révision du statut de la fonction publique ». Et durant le week-end, la droite a rallié un ministre de l'Economie qui « bricote » sur ses terres mais « redéploie » à chaque recadrage. Afin de circonscrire l'incendie au plus vite, le recadrage

par François Hollande n'aura effectivement pas tardé. Des vendredi soir, le chef de l'Etat profitait d'une remise de décoration d'un fonctionnaire en Corrèze pour se dire « attaché » au statut des fonctionnaires. Un « attachement au statut des fonctionnaires » exprimé également par le Premier ministre, Manuel Valls, dimanche midi devant le congrès du PRG à Montpellier, tout en louant un ministre de l'Economie « talentueux » qu'il « soutient jusqu'au bout ».

« On a fait partir Montebourg pour moins que cela »
« A aucun moment, je n'ai parlé d'une réforme du statut de la fonction publique que le gouvernement envisagerait », s'est, lui, défendu Emmanuel Macron. Pas de réforme, donc, mais la tentation pour le ministre de l'Economie d'ouvrir le débat. Un débat qui passe mal dans la majorité. « Il y a des choses qui ne se disent pas », estime le président de l'Assemblée nationale Claude Bartolone sur RTL, demandant à Emmanuel Macron de faire « attention » à ses propos. Les frondeurs ont, eux, demandé, ni plus ni moins que son départ du gouvernement. « On a fait partir Arnaud Montebourg pour moins que ça », s'est agacé samedi le député Laurent Baumel.

Lire l'éditorial de Jean-François Péresse
Page 9

Au Royaume-Uni, un million d'employés en moins

En Grande-Bretagne, les fonctionnaires bénéficiant d'un statut spécifique ne sont que 450 000, représentant seulement 5 % de l'emploi public. Tous les autres sont des salariés de droit commun. Le secteur public britannique (y compris les entreprises détenues majoritairement par l'Etat) emploie 5,4 millions de personnes, soit 17 % de l'emploi total. Ce chiffre est en forte baisse depuis l'arrivée au pouvoir du conservateur David Cameron en 2010. En cinq ans, le nombre d'employés du secteur public a été réduit de près d'un million, en tenant compte de la privatisation de la Poste et des banques nationalisées provisoirement pendant la crise financière. Les salaires ont été gelés pendant deux ans et progressés désormais de 1 % par an. Pour ramener le déficit budgétaire à zéro, David Cameron, réélu en mai dernier, s'est engagé à continuer sur cette voie. Ses promesses se traduiront par quelque 580 000 postes en moins d'ici à 2018, selon le think tank Institute for Fiscal Studies. Le système de santé et l'éducation sont pénalisés par les coupes budgétaires, mais le nombre de salariés continue à progresser dans ces deux domaines, qui représentent plus de la moitié de l'emploi public. Les autres secteurs sont donc lourdement touchés. C'est le cas de l'armée, de la police et, singulièrement, des collectivités locales, qui gèrent notamment les services sociaux comme l'aide aux personnes âgées.

— V. C. (à Londres)

En Italie, la mère de toutes les réformes

Pour Matteo Renzi, c'est la mère de toutes les réformes pour remettre l'Italie en marche : celle de l'administration publique perçue comme un boulet bureaucratique. Avec 58 fonctionnaires pour 1 000 habitants contre 90 en France, le « mammoth » transalpin ne doit pas tant être dégraisé que musclé et rajeuni. C'est le but de la loi adoptée le 4 août dernier sur la simplification et la modernisation de la fonction publique et dont les décrets d'application seront adoptés tout au long de l'automne. Matteo Renzi avait annoncé vouloir « récompenser les bons fonctionnaires et punir les fainéants » en introduisant le concept de « méritocratie ». Les cadres dirigeants de la fonction publique pourront donc dorénavant être licenciés, leurs résultats seront évalués, leurs salaires plafonnés à 240 000 euros annuels. La prolongation au-delà de l'âge légal de départ à la retraite est supprimée et le recours au mi-temps accru pour favoriser le renouvellement générationnel. Autre révolution pour les fonctionnaires italiens, l'introduction de plus de mobilité géographique et l'incitation à changer d'administration. Une rationalisation des structures administratives sera opérée avec des regroupements ou des suppressions (notamment les préfectures). Les procédures administratives seront simplifiées, accélérées et certaines numérisées (paiement par SMS de factures ou d'amendes sous la barre des 50 euros). Une réforme qui s'accompagnera également d'une chasse à la gabegie avec un examen renforcé des dépenses. — O. T. (à Rome)

En Allemagne, un statut protégé par la Constitution

L'Allemagne compte 4,6 millions d'employés dans les services publics dont 36 % ont le statut de fonctionnaire. Cette population de 1,7 million de personnes représente à peine 4 % de l'ensemble de la population active. Les autres actifs du secteur public sont à 60 % des personnels sous contrat. A 54 %, la proportion de fonctionnaires est la plus forte dans les régions (Länder), où sont affectés la majeure partie des effectifs de police et d'éducation. Elle retombe à près de 10 % dans les communes et administrations telles que l'Agence fédérale pour l'emploi. Ces statistiques étaient peu ou prou les mêmes quand Angela Merkel arriva au pouvoir en 2005. La réforme marquante depuis lors aura permis d'aligner l'âge de la retraite des fonctionnaires sur celui du secteur privé et de passer à 67 ans d'ici à 2029. Les débats sur la réforme du statut des serveurs de l'Etat remontent à 2003, quand un rapport commandé par le Land de Rhénanie-Westphalie concluait à une réforme du fonctionnariat jugée inefficace et coûteuse. Torpille par le syndicat des fonctionnaires (Beamtenbund), il ne fut, aucune suite, tandis que les élections anticipées de 2005 sonnaient la défaite du chancelier réformateur Gerhard Schröder. Pour changer le statut des fonctionnaires, il faudrait déjà réviser la Constitution, qui le protège depuis la république de Weimar. Une forte majorité serait requise devant les deux Chambres du Parlement, où siègent de nombreux fonctionnaires.

— J.-Ph. L. (à Francfort)

« Les impôts locaux repartent à la hausse » - Les Echos

Les impôts locaux repartent à la hausse

COLLECTIVITÉS

Ils ont augmenté dans 37 % des grandes villes en 2015.

Les édiles dénoncent le désengagement de l'Etat.

« Tous les acteurs publics doivent faire des économies. » C'est un avertissement en forme de vœu pieux que François Hollande a prononcé vendredi à l'adresse des collectivités locales. A la veille d'une manifestation de maires contre la baisse des dotations de l'Etat qui a rassemblé samedi plusieurs milliers d'élus en France, le chef de l'Etat entendait prendre l'opinion à témoin : mieux vaut « réduire un certain nombre de dépenses pas essentielles » qu'augmenter les impôts. Sauf que près de quatre grandes villes sur dix ont déjà augmenté les impôts locaux cette année et que le mouvement pourrait s'amplifier en 2016, année sans élection.

De fortes disparités

Selon une étude du Forum pour la gestion des villes et des collectivités territoriales, publiée samedi par « Le Figaro », 37 % des villes de plus de 100.000 habitants ont augmenté les taxes sur les ménages (taxe d'habitation et taxe foncière) en 2015. C'est une première depuis trois ans. Si la hausse moyenne (1,8 %) est jugée « modérée » par le Forum, elle rend assez peu compte de la réalité de terrain tant les disparités sont grandes entre les villes.

Celles qui ont le plus augmenté la taxe d'habitation en 2015 sont Toulouse (+ 11,5 %), Lyon (+ 4,2 %), Bordeaux (+ 3,7 %) et Marseille (+ 3,3 %). La taxe foncière s'est envolée à Lille (+ 23,3 %) et a sensiblement augmenté à Toulouse (+ 13,3 %), Strasbourg (+ 6 %), Bordeaux (+ 5 %) et Marseille (+ 4,2 %). Le paradoxe est que les équipes de droite qui ont reconquis ou conservé ces villes en 2014 (sauf Lille et Lyon) avaient souvent promis la stabilité fiscale. François Hollande n'a pas manqué de le souligner, critiquant « un certain nombre d'élus nationaux qui veulent toujours plus d'économies, moins de dépenses, moins d'impôts et qui voudraient avoir plus de dotations ». Alain Juppé s'est ainsi déclaré « totalement solidaire » du mouvement lancé par le président LR de l'Association des maires de France, François Baroin. Et Nicolas Sarkozy a signifié « son entier soutien » aux élus qui « dénoncent le désengagement de l'Etat ».

Dans les manifestations de samedi, il y avait des édiles de droite et de gauche, mais de très rares socialistes. Pas sûr, néanmoins, que l'on puisse réduire la colère des maires à une querelle partisane. Beaucoup d'élus ruraux sans étiquette ont battu le pavé. Raison pour laquelle l'exécutif a prévu d'accélérer les remboursements de TVA et de consacrer, dans le budget 2016, 1 milliard d'euros pour soutenir l'investissement des collectivités locales. Entamée en 2014, la baisse de leurs dotations doit représenter 3,67 milliards par an d'ici à 2017, dont 2 milliards pour les communes et les intercommunalités. — E.F.

« Travailleurs détachés : nouvelles mesures de lutte contre la fraude en vue » - Les Echos

Les Echos Lundi 21 septembre 2015

FRANCE // 03

Travailleurs détachés : nouvelles mesures de lutte contre la fraude en vue

- Le Conseil économique, social et environnemental vote mardi un avis.
- Le projet a été voté à l'unanimité de la section du travail.

SOCIAL

Léila de Comarmond
lcomarmond@lesechos.fr

On n'a pas fini d'entendre parler des travailleurs détachés. Il y a eu, à l'été 2014, le vote au Parlement de la proposition de loi du député Gilles Savary. Puis un nouveau renforcement de l'armement législatif dans la loi Macron, promulguée en août et qui doit être suivie de la parution de décrets d'application. La nouvelle ministre du Travail, Myriam El Khomri, devrait aussi apporter sa pierre à l'édifice dans la loi qu'elle prépare à la suite du rapport Combrexelle sur la place de la négociation collective. Elle se rendra mardi au Conseil économique, social et environnemental pour le vote en séance plénière d'un avis sur les travailleurs détachés. Le projet a été voté à l'unanimité de la section du travail, où siègent patronat et syndicats.

Le palais de l'Élysée avait été saisi par le Premier ministre, Manuel Valls, d'une mission sur le sujet, qui « tient à cœur le gouvernement », rappelle-t-on au sein de l'exécutif. Un sujet, aussi, qui rassemble les

socialistes, ce qui n'est pas si fréquent en ce moment. Jean Grosset, ex-numéro deux de l'Unsa et désormais conseiller social de Jean-Christophe Cambadélis au PS, a été le rapporteur de cet avis, que « Les Echos » se sont procuré.

Le projet d'avis propose de renforcer encore la responsabilisation des donneurs d'ordre, que la loi Savary et la loi Macron ont déjà accrue sous un nouvel angle : celui des marchés publics. En théorie, depuis de nombreuses années, les maîtres d'ouvrage publics se doivent de rejeter les offres anormalement basses. Mais dans la réalité, c'est encore le moins-disant qui l'emporte souvent, même si son prix est aberrant.

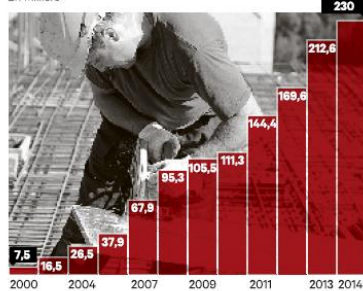
Les propositions

Deux mesures sont proposées : que le recours à des salariés détachés figure obligatoirement dans les réponses aux appels d'offres et que « le critère de coût de la main-d'œuvre, y compris chez les sous-traitants, [soit] systématiquement pris en compte ». Il y ajoute la possibilité pour les organisations patronales « d'interdire des actions en référé contre les offres anormalement basses ».

Le projet d'avis comporte aussi un volet concernant les problèmes

L'envolée des effectifs de travailleurs détachés

En milliers



* ESTIMATION

LES ECHOS // SOURCE : COMMISSION NATIONALE DE LUTTE CONTRE LE TRAVAIL ILLÉGAL / PHOTO : SHUTTERSTOCK

d'accident du travail, qu'il illustre la mort, à Dunkerque, de deux salariés détachés sur la construction d'un méthanier. Il s'attache également à lutter contre les contournements de la loi sur la rémunération minimale (SMIC et application de la grille de la convention collective). Il propose d'interdire l'intégration des défraiements et indemnités d'éloignement dans le salaire. Il souhaite aussi imposer l'intégration de données sur le recours aux travailleurs détachés dans la chaîne de sous-traitance.

Le Cese, qui préconise de recruter 200 agents supplémentaires sur le contrôle des détachements de salariés, propose de s'inspirer de l'exemple belge et de créer « un service à compétence nationale en charge de recueillir et centraliser les déclarations préalables des entreprises, prestataires ou donneurs d'ordre ». Enfin, il est un point sur lequel le Cese ne devrait pas attendre pour voir ses préconisations concrétisées : c'est la circulaire pénale qu'il juge nécessaire pour renforcer l'efficacité de la justice. Elle est en préparation. ■

200 entreprises fermées en 2014 pour travail illégal

La Délégation nationale contre la fraude espère que la loi Savary facilitera les sanctions administratives contre le travail au noir.

Imposer la fermeture provisoire de l'établissement en cas de travail illégal. En 2014, quatre ans après son entrée en vigueur, cette nouvelle sanction administrative, votée sous Nicolas Sarkozy, a concerné 194 établissements, selon le bilan statistique relatif aux sanctions administratives pour travail illégal de la Délégation nationale à la lutte contre la fraude. La hausse de 28 % en un an doit être relativisée. Elle est en partie liée à une accélération du processus de sanction puisque les dossiers en cours d'instruction ont diminué de moitié dans le même temps, passant de 140 à 76. 2015 dira si le phénomène perdure. La Délégation nationale à la lutte contre la fraude, auteur du bilan, pointe les obstacles à l'application du dispositif. Parmi eux, le contexte économique et la complexité juridique.

La réforme de 2011 permet désormais d'exclure les entreprises des contrats administratifs. Cette mesure a été très peu utilisée. Une seule a été concernée chaque année depuis 2012. La raison en est inquiétante : les services compétents « ne

disposent pas de l'assurance » que la sanction a été appliquée pendant la durée prévue. Ils sont donc peu motivés à la lancer. Quant au refus ou à la demande de remboursement des aides publiques perçues, il est « pour la troisième année de suite », très peu utilisé, avec 13 refus d'aide et 13 demandes de remboursement notifiées.

Procédures inapplicables

Le bilan critique un dispositif trop « complexe » qui « dilue la responsabilité des acteurs » et des procédures inapplicables. L'obligation de vérification auprès du préfet de l'absence de PV de travail illégal avant l'octroi d'une aide est « irréaliste », souligne le bilan. Sur ce plan comme celui concernant les fermetures administratives d'établissements pour travail illégal, la Délégation nationale met beaucoup d'espoir dans la loi Savary visant à lutter contre le dumping social adoptée en juillet 2014. En diminuant le nombre de critères requis pour fermer un établissement ou refuser une aide publique. Elle note que la création d'une nouvelle sanction pénale pour non-respect de la décision de sanction « devrait permettre un renforcement de l'efficacité des mesures répressives ». Le bilan 2015 mesurera l'efficacité de la réforme. — L. de C.

« Le Régime des indépendants sur le gril » - Les Echos

Le Régime des indépendants à nouveau sur le gril

- Le rapport Verdier-Bulteau doit être remis ce lundi au Premier ministre.
- L'autodéclaration des cotisations au RSI fait débat au sein des indépendants.

PROTECTION SOCIALE

Marie Bellan
mbellan@lesechos.fr
et Solveig Godeluck
sgodeluck@lesechos.fr

Le Régime social des indépendants (RSI) n'a pas fini d'occuper le gouvernement. Cette semaine, deux rapports doivent être rendus publics sur le sujet, sans compter la manifestation qu'organise l'association Sauvons nos entreprises, ce lundi, devant Bercy. L'un est un avis du Conseil économique, social et environnemental, l'autre est la version finale du rapport rédigé par les deux députés socialistes Fabrice Verdier et Sylviane Bulteau, incluant des réformes de long terme. Il sera remis au Premier ministre lundi.

Parmi les pistes d'amélioration envisagées figure l'autodéclaration des cotisations sociales, qui ferait disparaître l'actuel décalage entre l'assiette de perception et l'exercice fiscal en cours. Le problème des délais entre la réalisation de bénéfices et le versement des cotisations correspondantes est devenu aigu avec la crise économique, qui a brutalement fait chuter les revenus de nombreux indépendants. La réforme de la procédure de recouvrement, qui entre en vigueur cette année, a déjà permis de réduire ce fossé de 2 ans à 1 an, et a introduit de la souplesse pour étaler ses paiements, et pour les moduler à la hausse ou à la baisse.

Un calcul prévisionnel
Avec l'autodéclaration, il n'y aurait plus de décalage dans le temps. L'entrepreneur paierait ses cotisations provisionnelles au moment où il évalue ses revenus. Pour les auto-



Travailleurs indépendants, commerçants et artisans protestent contre les dysfonctionnements du RSI. Nicolas Tavernier/REA

preneurs, qui calculent leurs cotisations en fonction de leur chiffre d'affaires, et non en fonction du bénéfice, ce système est déjà en vigueur. La CGPME, qui espère obtenir une expérimentation, soutient cette proposition. Mais tous les indépendants, notamment les petits artisans et commerçants, ne sont pas de cet avis. Le calcul prévisionnel, trimestre par trimestre, du bénéfice suppose l'expertise d'un comptable, que les artisans et commerçants n'ont pas forcément. De plus, l'administration craint un risque de fraude en cas de sous-déclaration. Des raisons qui plaident plutôt pour une expérimentation de l'autodéclaration, au niveau régional, comme le suggère le Cese dans son avis.

D'ailleurs, on ne sent nul enthousiasme du côté du gouvernement comme du RSI. L'un comme l'autre

sont satisfaits de la réforme qui vient d'entrer en vigueur. Elle se traduit par une régularisation en trente jours des versements, après la déclaration de revenus en mai. « Fin juillet, nous avons remboursé le même montant que sur toute l'année 2014 », se réjouit Stéphane Sellier, le directeur général du RSI, qui rappelle qu'avant l'assuré devait patienter jusqu'à la fin de l'année, voire plus. Alors qu'il fallait prouver aux Urssaf son droit à remboursement avant de toucher les sommes dues, un contrôle a posteriori a été mis en place. Traumatisé par la catastrophe informatique des débuts, le RSI préfère réformer prudemment. « Nous avons réinternalisé l'accueil téléphonique en recrutant 80 personnes », se félicite Stéphane Sellier, avant tout préoccupé de retablir la communication avec les assurés. ■

Le RSI veut servir de meilleures pensions

Le Régime des indépendants a fait des propositions au gouvernement en vue du projet de loi de financement de la Sécurité sociale.

Pour bien des artisans, commerçants et autres travailleurs indépendants, la déception est grande au moment de partir à la retraite. Les pensions versées peuvent être très maigres alors que les assurés ont travaillé toute une vie, sans compter leur temps. C'est tout simplement incompréhensible, et c'est l'une des raisons pour lesquelles l'association Sauvons nos entreprises manifeste ce lundi. Au RSI, on est conscient du problème. C'est pourquoi le conseil d'administration du régime a voté en juillet une proposition de réforme qui permettrait d'accroître les droits à retraite des affiliés. Elle a été remise au gouvernement, avec l'espoir de la retrouver dans le prochain budget de la Sécurité sociale. Présentée comme neutre financièrement, la réforme permettrait également de simplifier le système, pour que les assurés sachent à quoi s'attendre. Contacté, Bercy n'a pas souhaité commenter.

L'idée consiste à uniformiser les barèmes de cotisation. Aujourd'hui, le RSI gère cinq risques (maladie, indemnités journalières, invalidité-décès, assurance-maladie, retraite de base, retraite complémentaire), auxquels correspondent cinq assiettes de cotisations minimales. Par exemple, 7,7 % du

« Il faut créer un bouclier social pour les indépendants »

Propos recueillis par
Gabriel Nedelec
gnedelec@lesechos.fr
et S. G.

Quel constat faites-vous sur le fonctionnement du RSI ?
Comme d'autres décisions politiques partant de bonnes intentions, la mise en œuvre technique du RSI a eu des conséquences dramatiques. Des milliers d'artisans, commerçants et professions libérales se sentent méprisés. Plutôt que de les soutenir, ce régime aggrave leurs difficultés. C'est ce que nous voulons réparer avec notre proposition de loi qui comprend une douzaine de propositions très concrètes. Notre objectif : faire en sorte que le système fonctionne enfin ; donner de la transparence au système. Que l'on sache ce que l'on va toucher avant ce que l'on cotise, car, aujourd'hui, c'est le flou le plus total. Et surtout dialoguer plutôt que sanctionner.

Concrètement, que contient votre proposition de loi ?
Concrètement, cela signifie d'abord que, avant toute mise en demeure, il faut une procédure de conciliation qui permette d'éviter la venue systématique des huissiers, qui est vécue comme un traumatisme. Ensuite, nous proposons la création d'un droit opposable à la retraite qui assure à l'affilié que ses droits seront effectivement liquidés au maximum quatre mois après son départ à la retraite. Il n'est plus possible que des cotisants attendent encore de



INTERVIEW
BRUNO LE MAIRE
Député de l'Eure

recevoir leurs droits un ou deux ans après leur retraite. Simplifier le règlement des cotisations et comprendre le calcul de leurs montants est l'une des demandes récurrentes des indépendants. Nous proposons à ceux qui le souhaitent d'opter pour l'autodéclaration et l'autoliquidation.

« Simplifier le règlement des cotisations est l'une des demandes récurrentes des affiliés. »

tion des cotisations sociales. Elles seront ainsi calculées et recouvrées mensuellement ou trimestriellement. A défaut, le calcul et le prélèvement dans les conditions actuelles demeureraient la règle. Enfin, nous proposons que ceux qui le désirent

puissent choisir leur régime et s'affilier au régime général de la Sécurité sociale pour une durée de trois ans, reconductible tacitement.

Vous ne demandez pas la baisse des cotisations ?
Il y a un problème sur les montants des cotisations. Le sujet est sensible, cette question engage son équilibre financier. C'est pourquoi nous demandons un rapport d'experts afin d'établir s'il est possible de baisser les cotisations pour qu'elles soient en rapport avec ce que peuvent payer les affiliés. Il faut créer un « bouclier social » pour que les indépendants ne se retrouvent pas avec un niveau de revenu inférieur au RSA à cause de cotisations excessives. Par ailleurs, ce bouclier agirait comme un plafond au-delà duquel les indépendants ne seraient plus appelés à cotiser davantage et garantirait un revenu préservé pour les entrepreneurs. ■

La réforme permettrait aussi de simplifier le système, pour que les assurés sachent à quoi s'attendre.

plafond de la Sécurité sociale (Pass, 38.040 euros) pour l'assurance-vieillesse de base, 5,25 % du Pass pour la retraite complémentaire, 10 % pour la maladie. Le RSI propose de fixer le même minimum contributif pour les cinq risques jusqu'à 11,5 % du Pass, puis de rendre la cotisation proportionnelle jusqu'à un Pass (au-delà du Pass, les règles sont encore différentes).

En remontant la cotisation minimale pour la vieillesse, on permet aux assurés ayant des revenus très faibles d'acquiescer plus de droits : ils valideraient trois trimestres dans l'année au lieu d'un seul trimestre aujourd'hui. Cela traiterait dans le sens de la réforme Ayraut de 2014, qui avait déjà donné un coup de pouce aux indépendants en permettant de valider un trimestre avec 150 SMIC horaires, contre 200 auparavant.

A l'inverse, la cotisation minimale maladie disparaîtrait, par mesure d'équité avec les salariés. Une réforme que Bruno Christien, président de l'Institut de la protection sociale, applaudit des deux mains : « C'est une vraie simplification, et un progrès, car aujourd'hui les travailleurs non salariés paient trop cher pour leur santé, et pas assez pour leur retraite. » En effet, cotiser plus à l'assurance-maladie n'accroît pas les droits, qui sont les mêmes pour tous les Français — à la différence des pensions. — S. G.

« La rénovation énergétique ne décolle pas » - Les Echos

La rénovation énergétique ne décolle pas

BTP

Le secteur du bâtiment juge que le crédit d'impôt transition énergétique ne prend pas.

Le marché de l'amélioration des logements est encaimé malgré les aides.

Myriam Chauvot
mchauvot@lesechos.fr

Pas encore de reprise de l'activité dans le bâtiment et déjà 45.000 équivalents temps plein de perdus au premier semestre (par rapport à fin juin 2014), mais des espoirs pour le second semestre : le bilan dressé par la Fédération française du bâtiment (FFB) ce vendredi se résume en trois mots : il faut tenir. Et ce ne sont pas les travaux de rénovation énergétique qui les y aideront.

Vu le rebond des ventes de logements neufs depuis janvier, « nous devrions voir une inflexion de tendance sur les mises en chantier de logements de septembre ou d'octobre », estime l'économiste de la FFB, Bernard Coloos. C'est moins rapide que ce qu'il espérait précédemment la FFB et de ce fait, « le repli de l'activité

du bâtiment sur l'année 2015 sera sans doute un peu supérieur au 1,5 % que nous avions prévu », estime le président de la FFB, Jacques Chanut.

Pour autant, la reprise d'activité aura lieu, surtout en 2016. Et les inquiétudes des professionnels sont ailleurs. Tout d'abord, les entreprises, exsangues, seront-elles en mesure de profiter de la reprise ? « Si votre carnet de commandes se remplit mais que vous n'avez pas la trésorerie pour acheter les matériaux et honorer ces commandes, vous faites faillite », résume Jacques Chanut, qui alerte sur la nécessité d'un dispositif d'urgence de soutien à la trésorerie des entreprises.

Le Cite mal connu

La deuxième inquiétude, elle, est plus surprenante. Si le secteur patine plus que prévu cette année, c'est aussi parce qu'il n'a pas eu le soutien attendu des travaux d'entretien-amélioration, notamment la rénovation énergétique. L'entretien-amélioration (55 % de l'activité du bâtiment) est même qualifié par la FFB « d'encaimé ». Pourtant, le crédit d'impôt transition énergétique (Cite) subventionne 30 % du coût des équipements tels que chaudières etc. « La baisse du coût de l'énergie rend moins facile d'atteindre des économies justifiant le montant des travaux. Et le Cite est mal connu.

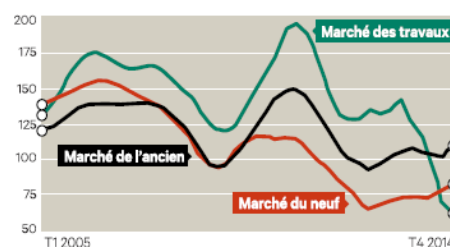
On ne le sent pas décoller », observe Jacques Chanut, en pointant du doigt les couacs du gouvernement sur le Cite. A son annonce en juin 2014 par Ségolène Royal, ses contours étaient flous. Il semblait inclure les résidences secondaires. Finalement, non. Il est entré en vigueur en septembre, mais « il a fallu attendre début janvier 2015 pour avoir l'instruction fiscale », remarque Bernard Coloos.

La suite ? « Il faut relancer les travaux de rénovation par une opération coup-de-poing, en ouvrant pour une durée limitée le Cite aux résidences secondaires là où le secteur souffre le plus : hors des grandes villes », réclame le président de la FFB, pour qui il faut aussi arrêter de désolabiliser les ménages via des surcoûts. A ce titre, la fédération regrette l'amendement par le Sénat du projet de loi « sur la liberté de la création, l'architecture et le patrimoine », qui abaisse le seuil de recours obligatoire à un architecte. Il passe de 170 à 150 m² de surface de la construction concernée.

L'ambiance est morose à l'approche de la conférence climat. Seule consolation : les bâtiments représentant plus de 40 % des consommations d'énergie et 20 % des gaz à effets de serre, une journée de la COP21 (a priori le 3 décembre) leur sera consacrée. ■

Le crédit immobilier aux ménages

Base 100 en 2000 (niveaux annuels glissants)



* LES ECHOS / SOURCE : CREDIT LOGEMENT

Tous les marchés baissent

Tout glisse. Côté logement, les statistiques ministérielles montraient déjà que, en cumul à fin juillet, comparé à juillet 2014, les permis de construire reculent de 7,9 % et les mises en chantier de 5,8 %. « Si la tendance se confirme », commente la FFB, l'année se soldera par 334.000 logements commencés, contre 355.000 en 2014 (moins de 300.000 hors travaux sur bâtiments existants). En non-résidentiel, ça baisse encore plus et la chute est « vertigineuse », juge la FFB, pour les bâtiments administratifs. Leurs permis baissent de 16,7 % et leurs mises en chantier de 22,1 %.

« Laïcité : l'université affiche sa vigilance » - Le Figaro

SOCIÉTÉ

Laïcité : l'université affiche sa vigilance

Tout en rappelant que le voile est autorisé, un guide pointe de nouvelles dérives « communautaristes ».

LE FIGARO lundi 21 septembre 2015

9

CAROLINE BEYER @BeyerCaroline

ÉDUCATION « Comme l'ont montré les élections départementales de mars 2015, le sujet de la laïcité à l'université semble toujours se réduire au port du voile. En réalité, sur le terrain, nous constatons peu d'incidents autour du voile, qui est au fond l'arbre qui cache la forêt. Le monde politique ne s'intéresse pas aux véritables problèmes. » Ancien président de l'université de Strasbourg-III, où il enseigne toujours, Christian Mestre a rédigé pour la Conférence des présidents d'université (CPU) un « guide sur la laïcité dans l'enseignement supérieur », dévoilé il y a quelques jours.

Un exercice auquel le juriste s'était déjà prêté il y a dix ans, dans un contexte où la loi de 2004 sur l'interdiction des signes religieux à l'école, au collège et au lycée, posait alors la question de « l'accès à l'université des étudiantes voilées ». Une question que ne pose plus le guide 2015. Un enseignant peut-il refuser de faire cours à des étudiantes voilées, comme une professeure de droit de l'UT de Sceaux a jugé bon de le faire la semaine dernière ? « Non », répond catégoriquement le document qui, globalement, fournit des réponses plus tranchées qu'il y a dix ans.

« Car nous disposons aujourd'hui de toute une jurisprudence, qu'il s'agisse de la question des fêtes religieuses ou des demandes d'aménagement pour les activités sportives. L'enjeu est désormais de répondre d'une même voix et de proposer des solutions communes, au sein de cette "zone de liberté" qu'est l'université française », résume Christian Mestre.

Quel état des lieux la CPU dresse-t-elle des atteintes à la laïcité ? Sur la base d'une enquête réalisée en 2013-2014 (un questionnaire autour de 58 thèmes et des auditions de personnels), elle constate « une diminution assez significative du nombre de mises en cause ».

Mais parallèlement aux atteintes dites « classiques », car constatées depuis plus de dix ans - ces refus de passer un examen avec un professeur de sexe féminin, ces contestations d'enseignement des faits religieux en sociologie, histoire ou en langues, l'existence d'associations étudiantes dont l'objet est « indiscutablement communautariste », sont apparues des « atteintes nouvelles ». « L'usage des locaux universitaires par les associations fait l'objet de plus en plus de pressions. Comment se prémunir par exemple de la transformation d'un local en salle de prière ? », interroge Christian Mestre. Le guide évoque ces « associations de couverture », affichant un but « humanitaire », « corti-

tif » ou « social », ainsi que des cafétérias souvent exploitées par des associations étudiantes qui voudraient proposer des repas halal ou casher. Enfin, le document en appelle à la vigilance autour des conférences et manifestations organisées le soir dans les locaux disponibles. « L'université n'est pas là pour cautionner des attitudes extrémistes », martèle le professeur.

« Un arsenal juridique suffisant »

Dans un contexte où l'autonomie des universités a favorisé depuis 2008 le recours à des intervenants extérieurs, le guide tient aussi à rappeler que l'interdiction, pour des fonctionnaires de l'enseignement public, de porter des tenues manifestant une appartenance religieuse, s'applique « à tous les intervenants extérieurs ou vacataires ».

« Nous disposons d'un arsenal juridique suffisant pour faire face à toutes les situations », conclut l'auteur du guide. Pas question, donc, de légiférer davantage, notamment sur la question du voile. Une position que la Conférence des présidents d'université partage avec Jean-Louis Bianco, le président de l'Observatoire de la laïcité, installé en avril 2013 par François Hollande. Une structure qui avait succédé à la mission laïcité du Haut Conseil à l'intégration. Laquelle préconisait, il y a deux ans l'interdiction du voile. ■

Cas pratiques

■ **Un enseignant ne peut refuser de faire cours à des étudiantes voilées.** Le voile n'étant pas interdit à l'université, un tel refus serait « discriminatoire ». Mais ce principe n'est pas « absolu », ajoute le guide de la laïcité. Le refus d'enseigner peut être motivé par des contraintes d'hygiène (activités sportives) et de sécurité (travaux pratiques en chimie).

■ **Les fêtes religieuses ne justifient pas d'aménagements.** Le document indique que « l'étudiant absent à l'examen, peu importe le motif sauf motif médical avéré, doit être considéré comme défaillant ». Il précise au passage que les « certificats de validité » délivrés par les rabbins ne sont « en aucune manière recevables ».

■ **Les associations étudiantes doivent être encadrées.** Comment gérer le cas d'une association qui « une fois un local obtenu », « se signale sous son vrai visage et n'hésite pas à utiliser ledit local à des fins de prosélytisme religieux » ? Le guide invite les universités à signer des conventions qu'il serait possible de dénoncer le cas échéant. L'attribution de fonds publics aux associations doit aussi être davantage encadrée.

■ **Une laïcité inscrite dans les règlements intérieurs.** En 2004, le premier guide de la laïcité dans l'enseignement supérieur préconisait déjà ces règlements. Depuis, les quatre cinquièmes des universités s'en sont dotées. Ce règlement est « un acte juridique susceptible d'être déféré à un juge administratif », rappelle le guide 2015.

C. B.

Le refus de faire cours à des étudiantes voilées est « discriminatoire » et passible de sanctions, sauf s'il est motivé par des contraintes d'hygiène ou de sécurité. (AN HONNING/REA)

« Bayrou exclut d'aller à Matignon en 2017 » - Le Figaro

Bayrou exclut d'aller à Matignon en 2017

Même en cas de victoire de Juppé, qu'il soutient, le maire de Pau ne se voit pas premier ministre.

CENTRE Non, François Bayrou n'a pas passé d'accord avec Alain Juppé pour être nommé à Matignon au cas où le maire de Bordeaux s'installerait à l'Élysée en 2017. Le président du MoDem a tenu à démentir la rumeur dimanche au « Grand Jury LCI-RTL-Le Figaro ». Il a avancé une raison de logique institutionnelle : « Sous la Ve République, il est impossible de nommer premier ministre quelqu'un qui n'est pas du parti majoritaire. » Mais au fond, si Bayrou ne se voit pas à Matignon, c'est probablement surtout parce qu'il rêve toujours de l'Élysée. Selon lui, le « renouvellement des candidatures » est nécessaire, car « des millions de Français ne se retrouvent pas dans l'équation à trois : Hollande, Sarkozy, Le Pen ». Lui-même déjà candidat en 2002, 2007 et 2012, il n'exclut pas pour autant de tenter à nouveau sa chance, car il est convaincu que « quand un pays va très

mal, il essaie de trouver des gens qui ont traversé des choses difficiles, une expérience un peu profonde d'un pays, de ses institutions ». Selon lui, « le jeunisme, ça ne marche pas du tout ».

Officiellement, le maire de Pau soutient toujours Alain Juppé pour la primaire car le maire de Bordeaux lui paraît « le mieux placé pour que la démarche politique change et aille du sectarisme vers le pluralisme ». « Il faut bien que quelqu'un le soutienne », a aussi lancé François Bayrou, parce que je ne vois pas beaucoup de soutiens autour de lui. » Façon de dire que si la cote de popularité de Juppé se maintient, il est isolé dans son propre camp.

« François Hollande a perdu toute crédibilité »

Et si Nicolas Sarkozy remporte la primaire ? « Je prendrai mes responsabilités », s'est contenté de faire savoir le leader centriste. Selon lui, sa candidature ne pourrait pas servir la gauche car « le PS et son candidat François Hollande ont perdu toute crédibilité. » François Bayrou ne « croit pas à la présence au second tour » du président socialiste sortant.

Revenant sur le soutien qu'il lui a apporté en 2012, il a affirmé : « J'ai ma part de responsabilité dans la victoire de François Hollande, mais Nicolas Sarkozy en a une plus grande que moi. Il a convaincu les électeurs de voter contre lui. » Pour lui, le chef de l'État, son prédécesseur de droite ou même Emmanuel Macron, le ministre de l'Économie, participent « au double jeu qui consiste à susurrer à l'opinion que l'on est d'accord avec elle, sans jamais rien changer ». ■

J.W.



RTL/FREDERIC BUKALLO/ABACA PRESS

François Bayrou, dimanche sur le plateau du « Grand Jury LCI-RTL-Le Figaro ».

« Brèves » - Les Echos

en bref

Le PS veut l'unité de la gauche via un référendum

POLITIQUE — Jean-Christophe Cambadélis, premier secrétaire du PS, a annoncé la prochaine organisation d'un référendum du « *peuple de gauche* », pour savoir s'il est favorable à l'unité entre le PS et les autres partis de gauche pour les élections régionales. Ce référendum se tiendra entre le 16 et le 18 octobre et le vote aura lieu sur les marchés et sur Internet. « *La volonté d'unité dans l'électorat de gauche et des écologistes est considérable. Elle est à plus de 70%, y compris dans le Front de gauche* », a assuré Jean-Christophe Cambadélis samedi devant le Conseil national du PS.

Juppé, candidat le mieux placé pour incarner le renouveau, selon Bayrou

POLITIQUE — Invité dimanche sur RTL, François Bayrou, maire de Pau et président du Modem, a estimé que Alain Juppé était « *le mieux placé* » pour incarner le renouveau pour l'élection présidentielle de 2017. « *C'est la raison pour laquelle, bien que n'étant pas absolument d'accord avec lui sur tous les sujets, on discutera* », a-t-il précisé. S'il se garde bien d'évoquer sa propre candidature, François Bayrou ne l'exclut pas si le « *triangle des Bermudes* » formé par François Hollande, Nicolas Sarkozy et Marine Le Pen occupe l'élection en 2017.

EN FRANCE

SPORT EURO DE BASKET : LA FRANCE MÉDAILLE DE BRONZE

Après avoir été éliminée par l'Espagne en demi-finale, la France a récolté la médaille de bronze de l'Euro de basket. Elle a battu la Serbie 81 à 68, dimanche à Villeneuve-d'Ascq, dans le match pour la troisième place. C'est la troisième fois d'affilée que les Bleus montent sur le podium européen après l'argent de 2011 et la victoire en 2013.

RUGBY LES BLEUS RÉUSSISSENT LEUR ENTRÉE DANS LA COUPE DU MONDE



La France a parfaitement su négocier son premier match de la 8^e Coupe du monde de rugby, qui s'est ouverte en Grande-Bretagne. Samedi, à Twickenham, les Français ont largement battu l'Italie par 32 points à 10. La France affrontera la Roumanie le 23 septembre puis le Canada le 1^{er} octobre avant de finir les matchs de poule contre l'Irlande le 11 octobre.

PARIS LA TECHNO PARADE ENDEUILLÉE

La 17^e édition de la Techno Parade, qui s'est déroulée samedi à Paris, a été endeuillée par la mort d'un jeune homme âgé de vingt et un ans, tombé de la statue de Marianne située place de la République. Encouragé par la foule, il est presque parvenu au sommet de la statue quand il a glissé. Créée en 1998, la Techno Parade n'avait jamais enregistré d'accident aussi grave. Selon les organisateurs, elle a attiré 350.000 personnes.

ENVIRONNEMENT L'EAU TOUJOURS IMPROPRE À LAVAL

L'eau du robinet était toujours impropre à la consommation dimanche après-midi dans l'agglomération de Laval, en raison d'une défaillance technique au sein du réseau d'eau potable survenue vendredi soir. Les premiers résultats d'analyse sont « encourageants », a annoncé la préfecture de la Mayenne. L'Agence régionale de santé (ARS) a fourni « les résultats de la première lecture des prélèvements opérés par le laboratoire agréé ».

CULTURE VERSAILLES : LES TAGS ANTISÉMITES MASQUÉS

Les tags antisémites inscrits sur la sculpture « Dirty Corner » d'Anish Kapoor, installée au château de Versailles, ont été masqués samedi soir par du tissu noir, suite à une décision de justice. Samedi, après plusieurs jours de polémique, la justice a tranché et demandé au château de Versailles de retirer « sans délai » de la vue du public les tags antisémites de cette sculpture installée dans le parc. L'intervention d'Anish Kapoor pour les dissimuler est prévue lundi matin.

À L'ÉTRANGER

BURKINA APRÈS LE PUTSCH, UN PROJET DE SORTIE DE CRISE

Les médiateurs de la Cédéao (Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest) ont proposé dimanche soir à Ouagadougou un « projet d'accord politique de sortie de crise » au Burkina Faso, prévoyant de restaurer le président Kafando, renversé le 17 septembre par un coup d'État militaire, et d'amnistier les putschistes. Ce projet prévoit aussi de maintenir les élections législatives et présidentielle, au plus tard le 22 novembre, et d'y inclure les candidats pro-Compaoré exclus ces derniers mois.

YÉMEN LES REBELLES LIBÈRENT SIX OTAGES ÉTRANGERS

Les rebelles chiites houthis au Yémen ont libéré dimanche trois Américains, deux Saoudiens et un Britannique qui étaient détenus depuis environ six mois, selon un responsable rebelle et une source des services de sécurité. Les six personnes ont embarqué à bord d'un avion militaire d'Oman venu chercher à Sanaa une délégation rebelle qui doit avoir des consultations avec l'émissaire de l'ONU pour le Yémen à Mascate, selon ces sources.

ÉGYPTE CHÉRIF ISMAÏL NOUVEAU PREMIER MINISTRE



L'Égypte s'est dotée d'un nouveau gouvernement qui a prêté serment samedi devant le président Abdel Fattah el-Sissi, une semaine après la démission d'Ibrahim Mehleb, fragilisé par un scandale de corruption. C'est l'ex-ministre du Pétrole, Chérif Ismaïl, un technocrate expérimenté, qui a été nommé Premier ministre. Le cabinet sortant était aussi critiqué pour le retard pris par certains projets économiques.

AUSTRALIE RAJEUNISSEMENT DU GOUVERNEMENT

Moins d'une semaine après son « putsch » contre son prédécesseur Tony Abbott, le nouveau Premier ministre australien, Malcolm Turnbull, a nommé dimanche la première femme ministre de la Défense du pays, dans le cadre d'un vaste remaniement ministériel qui fait la part belle aux femmes. Il a aussi écarté certains membres de l'aile droite du Parti libéral au profit de personnalités plus modérées et plus jeunes.

TURQUIE ERDOGAN LANCE SA CAMPAGNE ÉLECTORALE

Plus de 100.000 personnes, selon l'AFP, manifestaient dimanche à Istanbul pour conspuer le « terrorisme » fomenté par les rebelles kurdes du PKK. « Turcs et Kurdes sont frères, ceux qui veulent les diviser sont des traîtres », a dit le Premier ministre, Ahmet Davutoğlu, lors d'une intervention devant la foule qui a précédé celle du président, Recep Tayyip Erdogan, qui participait également au rassemblement.

Ouverture et curiosités

« Réfugiés : le couple franco-allemand uni devant une semaine décisive » - Les Echos

Réfugiés : le couple franco-allemand uni avant une semaine décisive

- Réunion, mardi, des ministres européens de l'Intérieur avant un sommet des leaders européens le lendemain.
- Paris et Berlin travaillent main dans la main, mais marchent sur des œufs.

EUROPE

Pierre-Alain Furbury (à Paris)
pfurbury@lesechos.fr
Renaud Honoré (à Bruxelles)
rhonoré@lesechos.fr
et Thibaut Madelin (à Berlin)
tmadelin@lesechos.fr

L'Europe reste toujours désarmée face à l'afflux des réfugiés. Tout le week-end, des milliers de migrants ont parcouru à pied ou par car les routes sillonnant la Hongrie, la Croatie et la Slovaquie, pays devenus portes d'entrée vers les riches pays du Nord. Une situation qui accentue un peu plus la pression sur les ministres de l'Intérieur des Vingt-Huit qui doivent se réunir mardi à Bruxelles avant un sommet des chefs d'Etat et de gouvernement le lendemain, pour mettre au point une réponse commune à la crise.

La question des quotas
Face à des pays d'Europe de l'Est toujours aussi réticents, le couple franco-allemand va devoir user de toute son influence pour tenter d'imposer la solution des quotas de répartition des réfugiés, massés en Italie, Grèce et Hongrie. Dimanche encore, les diplomates des Vingt-Huit ont négocié une bonne partie de la journée pour un dispositif dont Budapest ne veut toujours pas entendre parler, alors qu'il est censé en être l'un des bénéficiaires. « Pour contourner le pro-



Tout le week-end, des milliers de migrants ont parcouru la Hongrie, la Croatie et la Slovaquie. Photo STR/AFP

bème, on pourrait attribuer ces quotas à d'autres pays, notamment la Croatie », relève une source européenne. Paris et Berlin travaillent également de concert pour trouver un accord avec la Turquie – d'où viennent nombre de réfugiés – et rassurer ainsi les pays d'Europe de l'Est, qui estiment que les quotas ne peuvent être la seule solution à la crise.

Entre la France et l'Allemagne, l'unité reste donc de mise, qui n'empêche pas les interrogations.

Berlin s'inquiète de voir son partenaire paralysé par la politique intérieure et par le Front national, quand beaucoup, au sein de l'exécutif français, ont été déstabilisés par les positions de la chancellerie.

Un dossier explosif
« Les sacs et sacs d'Angela Merkel ont plongé la France dans un abîme d'interrogations. C'est très difficile à expliquer aux Français », assure un membre du gouvernement. En cause : la décision de la chancellerie

d'ouvrir grand ses portes aux réfugiés, puis sa décision subite de restaurer le contrôle des frontières. En réalité, c'est le cavalier seul initial d'Angela Merkel qui a le plus « surpris » à Paris. « Le tête-à-tête qui a suivi a, lui, plutôt rassuré. Elle est devenue plus raisonnable », note un haut responsable.

A l'Élysée, on dément toutefois tout trouble de François Hollande, en insistant sur sa relation « constante » avec la chancellerie, qui l'avait prévenu, dit-on. « Il y a chez

lui un souci extrêmement puissant – peut-être même trop pour son image – d'accompagner Angela Merkel, y compris ses foudrues », juge un ministre. Pas question non plus pour le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, de critiquer la coopération avec son homologue Thomas de Maizière, jugée excellente de part et d'autre.

Mais l'exécutif français est prudent, conscient de l'impact très grand de ce dossier en matière de politique intérieure. « C'est explo-

sif », avoue-t-on. A Berlin, on a parfaitement noté le débat qu'a suscité en France la décision d'Angela Merkel, le 5 septembre, de laisser venir les milliers de réfugiés bloqués en Hongrie où ils auraient théoriquement dû d'abord s'enregistrer. Le gouvernement fait valoir qu'il s'agissait d'une décision prise dans l'urgence, qui ne permettait pas une grande concertation, et que Paris avait été tenu informé avant sa mise en œuvre. Il veut voir le débat français comme une instrumentalisation. Après Nicolas Sarkozy et Bruno Le Maire, des alliés politiques de la présidente de la CDU, le député socialiste Malek Boutia a vivement attaqué la chancellerie la semaine dernière, l'accusant d'être « devenue l'alliée de M^{me} Le Pen ».

La chancellerie et François Hollande peuvent toutefois se reposer sur l'opinion des Français. Selon un sondage Odxa pour l'Ifé, 6 Français sur 10 ont une bonne opinion d'Angela Merkel, même si 51 % trouvent que sa réaction n'est pas à la hauteur des enjeux de la crise migratoire.

À NOTER
Le secrétaire d'Etat John Kerry a annoncé que les États-Unis allaient accueillir davantage de réfugiés sur leur sol. Leur nombre sera porté à 100.000 d'ici à 2017.

Le gouvernement allemand tente de reprendre la main face aux critiques

Fragilisé, le ministre de l'Intérieur prépare un projet de loi visant notamment à freiner les réfugiés tentant de passer outre-Rhin.

La crise des réfugiés a fait sa première victime en Allemagne, où le dossier commence à tourner au vinaigre pour Angela Merkel. Après la démission, jeudi, du président de l'Office fédéral de migration et des réfugiés (BAMF), à qui l'on reprochait de ne pas traiter assez vite les milliers de demandes d'asile, son supérieur hiérarchique, le ministre de l'Intérieur, Thomas de Maizière, est à son tour fragilisé. « Au lieu de poncer le droit d'asile, de Maizière doit enfin accélérer les procédures de demande d'asile, comme le demandent les Länder et les communes depuis des mois », a déclaré dimanche au « Bild » Ralf Stegner, président adjoint du Parti social-démocrate (SPD), qui gouverne avec l'Union chrétienne-démocrate (CDU) d'Angela Merkel. S'il continue à échouer sur cette question [d'asile], il devra démissionner. »

Reputé intègre, le ministre est un proche de la chancellerie, dont il a été vu comme un dauphin poten-

tiel. Alors que l'Allemagne attend cette année 800.000 réfugiés, les Länder, qui essaient tant bien que mal d'improviser des solutions d'hébergement aux demandeurs d'asile arrivant chaque jour en masse, lui reprochent de ne pas être à la hauteur.

Décidé à reprendre la main, Thomas de Maizière a préparé un projet de loi qui doit être discuté jeudi, lors d'un nouveau sommet avec les ministres-présidents des Länder. Il prévoit plusieurs mesures destinées à décourager les réfugiés de se rendre en Allemagne et contraste avec la politique d'ouverture de la chancellerie. Parmi elles, la définition de l'Albanie, du Kosovo et du Monténégro comme pays dits « sûrs », et dont les ressortissants ne sont pas éligibles à l'asile.

Mieux cibler les aides
Entre janvier et août, le nombre de réfugiés venant d'Albanie a été multiplié par sept par rapport à la même période l'an dernier. Pour ces pays qui n'est pas en guerre, les aides sociales semblent jouer un rôle clé. Une famille de quatre personnes peut compter sur environ 600 euros par mois en Allemagne, soit quatre fois le salaire

minimum albanais, note la « Frankfurter Allgemeine Zeitung ».

Thomas de Maizière veut également mieux cibler ces aides. Selon le projet de loi, un demandeur d'asile enregistré dans un autre pays européen devrait se voir privé d'argent de poche et recevoir, à la place, un ticket de train vers le pays en question et des provisions.

Parmi les projets, l'utilisation éventuelle du personnel du Pôle emploi allemand pour aider au traitement de demandes d'asile.

Par ailleurs, les réfugiés dont la demande a été refusée seront contraints de quitter l'Allemagne. Ils ont aujourd'hui droit à un délai pour partir volontairement, après quoi ils sont avertis du rendez-vous auquel la police vient les chercher. « Souvent, ils ne sont pas là », reconnaît un conseiller. A l'avenir, les renvois seraient effectués par surprise.

Ce projet législatif, qui est encore au stade d'ébauche, sera discuté

jeudi avec les questions financières. Selon « Der Spiegel », le ministre des Finances, Wolfgang Schäuble, veut imposer des économies de plus de 500 millions d'euros en 2016 afin de compenser en partie les 6 milliards prévus au minimum pour financer l'accueil des réfugiés en 2016. Les Länder jugent les coûts nettement supérieurs.

Jeudi seront également discutés les projets du nouveau président de l'Office des réfugiés, Frank-Jürgen Weise, qui n'est autre que le président de l'Agence pour l'emploi, dont il conservera les fonctions. Le gouvernement a justifié cette nomination, vendredi, par les synergies potentielles entre les deux administrations basées à Nuremberg.

Parmi elles : l'utilisation éventuelle du personnel du Pôle emploi allemand, rompu aux entretiens avec les étrangers, pour aider au traitement de demandes d'asile. Ceci devrait en partie pallier le manque de personnel du BAMF. Il risque cependant de compliquer la tâche de l'Agence pour l'emploi, qui devra embaucher de son côté 2.000 nouveaux salariés pour s'occuper des 335.000 réfugiés qui devraient toucher en 2016 les aides sociales.

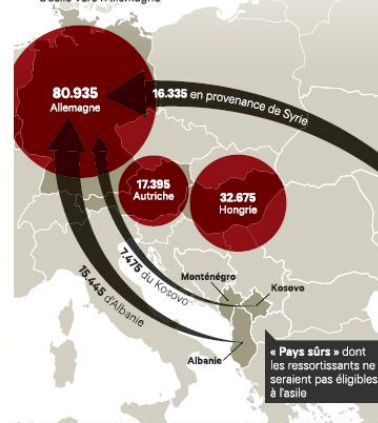
— T. M. (correspondant à Berlin)

L'Allemagne a capté près de 40 % des demandeurs d'asile

Au deuxième trimestre 2015

● Nombre de primo-demandeurs d'asile dans les trois premiers pays d'accueil de l'Union européenne

➤ Les trois premières nationalités des demandeurs d'asile vers l'Allemagne



• LES ECHOS • SOURCE: EUROSTAT

« Pourquoi la crise des réfugiés met en péril le projet européen » - Les Echos

Pourquoi la crise des réfugiés met en péril le projet européen

Entre la vieille Europe, celle de l'Ouest, et la nouvelle Europe à l'Est, le divorce est profond face à la question des migrants. On retrouve là des clivages anciens, culturels mais aussi économiques. Comment refaire l'unité ?

LE
REGARD
SUR LE MONDE
de Dominique
Moïsi



Le projet européen survivra-t-il à la question des réfugiés, autrement plus passionnelle que celle de la dette grecque et de l'euro ? Comment expliquer en particulier les divisions profondes qui existent aujourd'hui sur ce sujet entre la nouvelle Europe et la vieille Europe – pour reprendre la formulation de Donald Rumsfeld ?

En 2003, la nouvelle Europe, moins d'un an avant son entrée officielle dans l'Union européenne, suivait les Etats-Unis dans son aventure irakienne. Face à l'ombre toujours présente de Moscou, Washington semblait constituer encore la meilleure des assurances-vie en matière de sécurité. Le secrétaire à la Défense de George W. Bush, Donald Rumsfeld louait à l'époque la lucidité, le courage et le sens des valeurs de cette nouvelle Europe, qui contrastait tant avec la pusillanimité de la vieille Europe incarnée par le couple franco-allemand !

Que dirait Rumsfeld aujourd'hui devant cet apparent renversement des rôles : une vieille Europe fidèle à ses valeurs démocratiques et une nouvelle Europe qui se replie défensivement sur elle-même ?

Il faut se garder de tout manichéisme. Il existe dans la nouvelle Europe des citoyens qui sont animés par les valeurs judéo-chrétiennes de la responsabilité et du partage. Et l'on trouve dans la vieille Europe des réflexes protectionnistes et de repli sur soi qui ont des relents des années 1930. Mais il n'en existe pas moins une différence de sensibilité marquée entre les deux Europe.

Où vient-elle ? La première clef de lecture tient au poids de l'histoire. Les descendants de ceux qui ont fait souffrir (les Allemands) sont spontanément plus généreux que ceux qui ont souffert eux-mêmes (les Européens du Centre et de l'Est). Les premiers sont animés à travers les générations par un devoir de repentance. Les seconds considèrent qu'on leur doit tout. Il n'y a pas de place dans leur psyché pour la souffrance des

autres. Ne sont-ils pas passés brutalement de la Seconde Guerre mondiale à la dictature communiste, de Hitler à Staline ? Cette interprétation historique, fondée sur le poids de la mémoire, est certainement importante, mais elle ne suffit pas.

Une deuxième clef de lecture tient à la confiance en soi. Autrement dit, le présent est aussi important que le passé. Si, en Hongrie, la « génération Orban » se complait dans l'évocation douloureuse du passé et si, en Allemagne, la « génération Merkel » brille par sa confiance en elle-même, c'est aussi parce que les performances entre les deux pays sont profondément divergentes. Or il existe un rapport direct, presque mathématique, entre confiance en soi et ouverture à l'autre, et inversement entre réflexe de protection et doute de soi.

Entre l'Allemagne et la Hongrie, les différences d'approche tiennent à la confiance en soi.

Qui pour réveiller un continent européen frileux et vieillissant ?

Une troisième clef de lecture, de nature très différente celle-là, passe par la familiarité avec l'autre. J'ai très présent à l'esprit une promenade, effectuée à la fin des années 2000, dans les rues de Varsovie, avec un homme politique britannique de premier plan. Il n'en revenait pas et il m'exprimait sa surprise sans craindre d'être politiquement incorrect. « Quelle différence entre Londres, Paris, New York d'un côté et Varsovie de l'autre ? Il n'y a que des Blancs ici ! C'est peut-être un peu ennuyeux, mais c'est très reposant. »

A l'ouest de l'Europe, nous sommes accoutumés à la diversité culturelle et à côtoyer de manière naturelle des non-Européens d'origine, qu'ils soient africains, maghrébins, turcs... En Europe centrale, ils sont très peu nombreux. Les voir affluer en grand nombre – même s'ils ne font que passer – constitue un choc visuel, d'autant plus naturel que, au sortir d'une longue période sous

le communisme, votre identité n'est pas encore pleinement consolidée. « Vous nous aviez promis des touristes venus de l'Ouest pour relancer nos économies et assurer notre prospérité, semblent-ils nous dire, avec un mélange de déception et de reproche, pas des réfugiés venus du Sud qu'il nous faut nourrir. Il y a eu tromperie sur la marchandise. »

A ces interprétations d'ordre historique et culturel, il convient d'en ajouter une quatrième, d'ordre plus directement politique. Les pays qui ferment leurs frontières, comme la Hongrie, sont gouvernés par des coalitions de droite et d'extrême droite, dont les dirigeants, comme le Premier ministre Viktor Orban, sont trop heureux de s'abriter derrière le droit pour justifier des réflexes protectionnistes et flatter des instincts xénophobes.

Quelle ironie de l'histoire : hier, à l'est de l'Europe, il existait des murs dont le but était d'empêcher les habitants de sortir. Aujourd'hui, on érige des barbelés pour prévenir les réfugiés d'entrer. Peur de voir s'effondrer son régime hier, peur de voir se dissoudre son identité aujourd'hui.

De fait, la division qui existe entre l'est et l'ouest de l'Europe apparaît d'autant plus grave qu'elle s'ajoute à d'autres et en précède peut-être de nouvelles. Il y a toujours la division Nord-Sud qui oppose l'Europe du Nord qui réussit, derrière l'Allemagne, et celle qui échoue, derrière la Grèce. Il y a désormais la division Est-Ouest, qui traduit deux interprétations possibles de l'héritage chrétien de l'Europe. Il y a l'Europe du pape François, ouverte, généreuse, responsable. Pour avoir bien connu en Allemagne des nouveaux Allemands d'origine turque qui ont atteint les plus hauts niveaux de la fonction publique de leur pays et qui contribuent pleinement à la réussite de l'Allemagne, je me sens pleinement en phase avec cette vision de l'histoire. « N'ayez pas peur », disait Jean-Paul II. Cette exhortation qui a contribué hier à la chute du communisme peut-elle contribuer aujourd'hui au réveil d'un continent frileux et vieillissant ? Ce n'est pas aussi simple bien sûr.

Dominique Moïsi, professeur au King's College de Londres, est conseiller spécial à l'Institut français des relations internationales

« COP 21 : les Etats de l'UE accordent leurs violons » - Les Echos

COP21 : les Etats de l'UE accordent leurs violons

CLIMAT

Les Vingt-Huit se sont entendus pour réduire de 50 % leurs émissions d'ici à 2050 et atteindre la « neutralité carbone » d'ici à 2100.

Joël Cossardeaux
jcossardeaux@lesechos.fr

Un objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) plus élevé mais avec un délai de réalisation plus long. Tel est le principal élément de nouveauté de la position commune que les ministres de l'Environnement des 28 Etats de l'Union européenne, réunis vendredi à Bruxelles, ont décidé de défendre à la conférence de Paris sur le climat, à partir du 30 novembre. La ligne que l'Europe tiendra lors des négociations s'est enrichie d'un cap supplémentaire, celui de l'année 2050. A cette date, le total des GES émis par ses pays devra être moitié moindre de ce qu'il était en 1990.

« Nous avons un mandat de long terme », « un mandat fort et responsable », s'est félicitée Carole Dierckx, la ministre luxembourgeoise de l'Environnement, dont le pays assure la présidence du Conseil de

Malgré de nouveaux objectifs à long terme, l'ambition de l'Europe pour le climat est jugée faible.

l'Union européenne. L'échéance de 2050 n'imprime pourtant aucune inflexion au cadre fixé en octobre dans le nouveau paquet climat-énergie, qui prévoit une diminution d'au moins 40 % des GES à l'horizon 2030. Et pour cause : cette dernière disposition, arrachée par la France, n'a pas été rediscutée à Bruxelles. Au grand dam des ONG et des parlementaires écologistes européens, qui jugent trop faible le niveau d'ambition de l'Europe. « On reste sur un objectif intermédiaire de -20 % en 2020 alors qu'on est déjà sur une trajectoire de -23 %. On pourrait relever la barre à -30 % et se fixer un objectif de -50 % en 2030 », estime Yannick Jadot, député vert européen pour qui la réunion de vendredi n'est que la « répétition » de positions communes. L'accord auquel sont parvenus les ministres apporte d'autres nouveautés. L'Europe se donne pour objectif d'atteindre la « neutralité carbone » d'ici à 2100. En d'autres termes, les Vingt-Huit s'engagent, à cette échéance, à compenser toutes leurs émissions de CO₂. Mais rien ne les oblige à les stopper, comme le voudraient les ONG. A la demande insistante de la Pologne, le mot plus ambitieux de « décarbonisation » a été écarté. « On sait tous très bien qu'on continuera à émettre du CO₂. Il ne faut pas être rigide sur le terme », estime Pascal Canfin. L'ancien ministre délégué au Développement s'arrête d'ailleurs sur une autre décision prise à Bruxelles, celle qui consiste à revoir tous les cinq ans les objectifs que l'Union s'est fixés. « Il est prévu de ne jamais revenir en arrière à l'issue de chaque cycle. Mais l'enjeu est aussi d'aller de l'avant », estime-t-il. ■

« Comment Twitter compte séduire le grand public » - Les Echos

24 // HIGH-TECH & MEDIAS

Lund

Comment Twitter compte séduire le grand public

INTERNET

La plate-forme va lancer une nouvelle fonctionnalité regroupant les meilleurs tweets autour d'un événement.

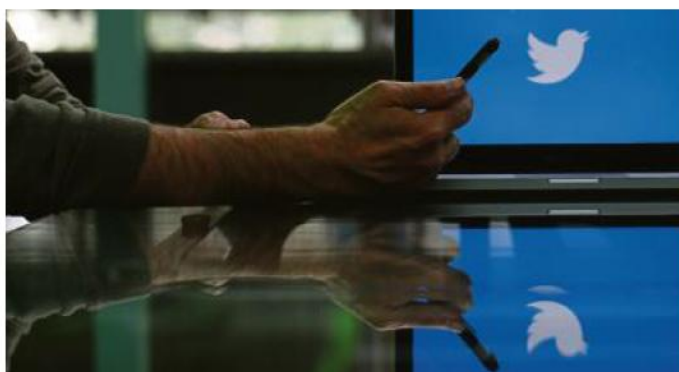
Objectif : accélérer la croissance de son nombre d'utilisateurs.

Nicolas Rauline
nrauline@lesechos.fr

Les derniers résultats financiers de Twitter l'ont confirmé : plus que la croissance de ses revenus, la société américaine est confrontée à un problème de croissance de sa base d'utilisateurs. Sur les douze derniers mois, le nombre d'utilisateurs actifs n'a augmenté que de 15 %, à 316 millions, quand Facebook atteint désormais 1,5 milliard. Et le retour aux manettes de Jack Dorsey (lire ci-contre) n'a pas modifié la stratégie de Twitter : priorité est donnée à la simplification du produit et aux contenus, afin d'attirer plus de monde.

Simplifier et diversifier

Une brique importante de cette stratégie va être lancée dans les prochains jours. « Project Lightning », déjà évoqué à plusieurs reprises par la direction de Twitter, sera en ligne « dans le courant de l'automne ». « Ce sera une nouvelle fonctionnalité permettant de voir les tweets les plus pertinents sur un événement, un sujet d'actualité, selon les centres d'intérêt de l'utilisateur », explique aux « Echos » Adam Bain, président en



Pour attirer de nouveaux utilisateurs, Twitter fait le pari de la diversification. Photo Chris Ratcliffe/Bloomberg

« Avec Google, nous ne nous voyons pas comme des concurrents, mais comme des partenaires, comme nous sommes les partenaires des éditeurs de contenus. »

ADAM BAIN
Président en charge des revenus et des partenariats

charge des revenus et des partenariats, de passage en Europe la semaine dernière pour la conférence Dmexco sur le marketing en ligne.

« Il est parfois difficile, pour les utilisateurs de Twitter mais aussi pour ceux qui ne sont pas inscrits et qui voient les contenus, de s'y retrouver dans le flot d'informations. Nous travaillons sur ce projet depuis plusieurs mois, cela va être une étape importante », poursuit l'actuel numéro deux de Twitter. La société a lancé d'autres outils, comme Highlights, un résumé de l'actualité en quelques tweets. De quoi changer le concept de Twitter, qui s'est toujours défini comme la plate-forme du temps réel ? « C'est une autre façon de faire découvrir des contenus, ce que nous avons toujours fait », répond Adam Bain.

La simplification du produit a aussi son pendant business. Twitter

a récemment étendu son système de campagnes en libre service pour les petites entreprises. La société commence aussi à monétiser son audience en dehors de sa propre plate-forme. Objectif : permettre aux annonceurs de viser tous ceux qui ne sont pas inscrits sur Twitter, mais voient tout de même ses contenus

(plus de 500 millions de personnes). Autre axe de développement : la valorisation de son produit via des partenariats. Une alliance a ainsi été nouée avec Google pour faire remonter sur le moteur de recherche les tweets les plus importants sur une requête concernant une personne, une marque, un événement... Une coopération qui s'étend aux données et qui constitue une nouvelle source de revenus pour Twitter, engagé dans une politique de diversification. « Avec Google, nous ne nous voyons pas comme des concurrents, mais comme des partenaires, comme nous sommes les partenaires des éditeurs de contenus », souligne Adam Bain.

Enfin, Twitter compte sur ses nouveaux produits vidéo pour toucher un plus large public. L'audience de Vine dépasse les 100 millions de personnes dans le monde. Et, en quelques semaines, Periscope, l'application de diffusion vidéo en direct, a déjà conquis plus de 10 millions d'utilisateurs. Ces utilisateurs regardent en moyenne... l'équivalent de quarante ans de vidéo tous les jours. Un potentiel économique qui sera forcément exploité en temps et en heure. ■

La recherche de PDG en stand-by

Souvent cité par la presse américaine pour devenir le prochain PDG de Twitter, Adam Bain affirme que la priorité de la société est aujourd'hui d'augmenter son audience. Patron par intérim, le cofondateur Jack Dorsey pourrait bien jouer les prolongations. Il est en tout cas complètement investi dans sa tâche. « Cela fait cinq ans que je travaille régulièrement avec lui, que l'on discute, c'est un vrai plaisir, affirme Adam Bain. Il a conçu le produit, il n'y a pas mieux placé que lui pour le faire évoluer. »